

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
LOI ANGLAISE DE 1929
SUR LES
SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

(Public and Private Companies)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 6 Juin 1930, à 14 heures

PAR

Henry W. CAMERLYNCK

Président : M. LÉVY-ULLMANN.
Suffragants } MM. PERCEROU, *Professeur.*
JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, *Professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^o, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13 (v°)

1930

*Tous droits de reproduction, traduction et adaptation, expressément réservés
pour tous pays*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
LOI ANGLAISE DE 1929
SUR LES
SOCIÉTÉS PAR ACTIONS
(Public and Private Companies)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 6 Juin 1930, à 14 heures

PAR

Henry W. CAMERLYNCK

Président : M. LÉVY-ULLMANN.
Suffragants } MM. PERCEROU, *Professeur.*
JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, *Professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^o, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13 (v^o)

1930

*Tous droits de reproduction, traduction et adaptation, expressément réservés
pour tous pays*



LA LOI ANGLAISE DE 1929

SUR LES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

INTRODUCTION

Le système juridique anglo-saxon, issu d'une longue tradition, formé d'une chaîne ininterrompue de précédents, et procédant d'une technique très spéciale, a paru longtemps sans grand intérêt aux juristes continentaux, épris d'un souci latin de logique et de clarté.

Mais il est un terrain sur lequel les échanges juridiques ont pu de bonne heure se faire : celui du droit commercial. En effet, étant donné le caractère international du commerce, les mêmes problèmes se posèrent à l'occasion des transactions entre les marchands des différents pays (cf. *lex mercatoria* ou *ley merchande* plus ou moins commune à tous les peuples commerçants du moyen âge).

Plus récemment les changements économiques profonds ont engendré dans les divers pays des réactions juridiques semblables, et les différents peuples, par suite d'une évolution commune dans les conditions de la production (formes collectives, centralisation, concentration, intégration, rationalisation etc...), ont poursuivi sur des plans parfois dissemblables, une évolution juri-

dique parallèle. De nouvelles formes sont nées pour traduire les besoins nouveaux.

Il est apparu au *xix^e* siècle que des changements radicaux s'imposaient dans certaines notions traditionnelles ; jusqu'à cette époque, une société résultait d'un contrat ordinaire, elle n'était strictement que l'addition de quelques-uns, et n'avait pas de personnalité morale. L'élément corporatif en était absent, chaque associé restant personnellement tenu sur tous ses biens, en vertu de ce principe commun au droit français et à la *Common Law*, « qui s'engage engage aussi le sien ».

La société de capitaux, personne morale parfaite, avec la responsabilité limitée de ses membres, n'était outre-Manche, comme en France sous l'ancien régime, qu'une création exceptionnelle des pouvoirs publics. Dans notre pays une Ordonnance Royale créait la « Compagnie » et lui donnait son statut ; en Angleterre, jusqu'en 1844, il fallait une *Royal Charter* ou un acte du Parlement.

Le développement considérable des transactions commerciales et la nécessité de permettre à la société privée d'adopter une forme favorable à la prospérité nationale, amenèrent la reconnaissance par une loi, de la légalité de la formation de sociétés à responsabilité limitée.

D'autres considérations rendirent également nécessaire l'apparition d'un droit statutaire en matière de sociétés : pour la sécurité des transactions il fallait un droit stable, clair et à la portée de tous. Le particulier, c'est un fait, ignore généralement dans tous les pays la loi qui

le régit, ses droits et ses obligations ; la règle *nemo censetur* n'est qu'une présomption commode, permettant d'écarter les conséquences logiques d'une ignorance généralisée.

Le commerçant, et spécialement l'associé, ne peuvent pas, eux, ignorer la loi sans courir à chaque instant les plus grands dangers. Or en Angleterre le droit commercial devenait de jour en jour plus complexe : des procédés techniques nouveaux apparaissaient, et chaque arrêt rendu par les tribunaux était une pierre nouvelle apportée par les juristes anglais à l'édifice jamais terminé qu'ils élèvent patiemment.

Il convenait donc que les règles juridiques fussent aisément accessibles aux milliers d'individus qu'elles intéressaient directement. La connaissance de la Common Law, avec ses milliers de *cases*, ses interprétations délicates, ses décisions verbeusement et parfois contradictoirement motivées, si différentes de la belle ordonnance des arrêts de la Cour de Cassation, n'était à la portée que de quelques praticiens.

C'est pourquoi une série d'*Acts* est venue, à partir du milieu du *xix^e* siècle et au début du *xx^e*, marquer les différents stades de la progression du droit des Sociétés.

Nous ne referons pas ici l'historique de ces différentes lois qui a déjà été maintes fois exposé ; nous rappellerons très sommairement les principales étapes de cette législation.

C'est la loi de 1844 qui, la première, a autorisé la for-

mation de sociétés par actions : de simples particuliers pouvaient, sans l'intervention de l'autorité parlementaire ou royale, former une société par actions, à la condition de remplir certaines formalités ayant pour but de rendre publiques les principales clauses du contrat.

Pour la première fois on voit apparaître, avec l'enregistrement, la définition de la *Joint Stock Company*, société « dont le capital est divisé en parts cessibles sans le consentement exprès de tous les associés » ; mais on ne pouvait encore se passer du Roi, ou d'une loi, pour former une société à responsabilité limitée.

Ce fut le *Limited Liability Act* de 1855 qui posa le principe de la responsabilité limitée au montant des souscriptions. Puis les *Acts* de 1856, 1857 et de 1862 vinrent le compléter ou le remanier, et l'*Act* de 1862 fut, jusqu'en 1908, la dernière loi d'ensemble abrogeant les précédentes sur les *Companies*.

Les lois postérieures de 1867, 1890, 1900, 1907, n'apporteront que des modifications partielles à l'œuvre du législateur de 1862, et sont toutes des lois de protection.

Il est intéressant, dès maintenant, de noter que, alors que l'on était allé depuis 1844 aussi loin que possible dans le sens de la liberté, en facilitant et simplifiant la constitution des sociétés par actions, les lois particulières de 1867 à 1907 vont chercher à réglementer cette liberté, et à imposer aux sociétés une publicité de plus en plus minutieuse, ainsi que des restrictions quant aux modalités de souscription du capital.

On s'était aperçu que les craintes de ceux qui avaient, au début du siècle, cherché à empêcher la création de sociétés anonymes, étaient fondées, et que les sociétés par actions, plus que toute autre forme de société, facilitaient les fraudes et ne donnaient pas aux capitalistes des garanties suffisantes.

En 1905 un Comité d'Etudes se mit à l'œuvre pour rechercher les améliorations dont les lois précédentes étaient susceptibles ; le travail de ce Comité aboutit à la loi de 1907 et à celle de 1908, qui ont cherché à perfectionner le système de publicité adopté en 1867, et dont la dernière codifie toutes les lois précédentes.

Quarante-six années s'étaient écoulées, de 1862 à 1908, entre les deux lois générales qui avaient successivement codifié le statut des *companies* ; on était en droit de penser, étant donné le soin apporté en 1908 à la refonte complète de cette matière, que cette loi resterait, elle aussi, presque un demi-siècle en vigueur, sous réserve de quelques retouches de circonstances. Mais les transactions économiques se développent suivant un rythme accéléré, et les anciennes formules n'ont pu se maintenir en harmonie avec les nouveaux procédés, nés de la complexité de l'économie moderne.

Les influences économiques ne sont pas d'ailleurs les seules à agir dans ce domaine, et la politique prend chaque jour une influence plus grande. Il n'entre pas dans le cadre de notre étude d'analyser et d'exposer les causes et l'action de cette influence ; disons simplement que dans

les violents remous politiques, conséquences de la guerre, les programmes électoraux ont pris une importance prépondérante, et que sous la pression de l'opinion publique les gouvernements successifs ont hâté le vote de la dernière loi, afin d'enlever à leur adversaire une arme qu'un scandale financier, toujours possible, pouvait rendre redoutable.

Quoi qu'il en soit, moins de vingt années après sa mise en vigueur, la loi de 1908 fut remise en chantier, non sans qu'aient été votées dans l'intervalle deux lois particulières, l'une en 1913 sur les *private companies*, l'autre en 1917 sur les administrateurs des *companies* ; dès 1918 un premier Comité d'enquête, le Comité Wrenbury, commença l'étude des modifications à apporter à la loi en vigueur sur certains points particuliers, spécialement en ce qui concernait les questions de nationalité, que la guerre avait mises à l'ordre du jour.

En 1925, un nouveau Comité fut réuni (*Company Law Amendment Committee*), afin d'étudier les améliorations qu'il y aurait lieu d'apporter à l'ensemble de la législation en vigueur sur les *companies*. Ce comité, présidé par Mr. Wilfrid Greene, était composé de 12 membres, nommés par le *Board of Trade*, choisis parmi les personnalités du commerce, de la finance, de l'industrie et autres « usagers » de la loi sur les *Companies*. Il se mit à l'œuvre en février 1925, et ne se sépara qu'en mai 1926.

Dans l'intervalle il avait tenu trente-huit réunions, entendu trente-neuf personnes, et examiné toutes les

indications qui lui avaient été données par tous les groupements et personnalités auxquels il avait envoyé, dès le début de son enquête, un questionnaire détaillé ; d'autre part, il reprit à son compte un certain nombre des *recommandations* du Comité Wrenbury.

Le rapport du Comité Greene est un document important, qui contient lui aussi un certain nombre de « recommandations » essentielles groupées sous dix-neuf chapitres, ainsi que des suggestions sur une grande quantité de points de détail.

A la suite de ce rapport une loi fut votée en 1928, adoptant la plupart de ces recommandations et modifiant profondément le régime des sociétés par actions. Cette loi ne fut pas rendue immédiatement exécutoire (1) ; il apparut en effet que les retouches successives apportées par les lois de 1913, 1917 et 1928 à la loi de 1908, nécessitaient, du point de vue matériel, une refonte complète de la législation sur les sociétés.

La loi de 1929, entrée en application en novembre de la même année, vint se substituer à la loi de 1908 ; comme son titre l'indique (2), elle est uniquement destinée à codifier les dispositions législatives successives sur les *companies*. Avec elle sont devenues exécutoires les dispositions de la loi de 1928 qu'elle a intégrées ; d'autre

(1) Toutefois la nouvelle disposition interdisant le démarchage à domicile (*share hawking*) est entrée immédiatement en application.

(2) *The Companies Act, intituled an Act to consolidate the Companies Acts, 1908 to 1928, and certain other enactments connected with the said Acts* (19 et 20 Geo. 5. Ch. 23).

part, un certain nombre de lois antérieures se sont trouvées abrogées (1).

La nouvelle loi comprend 385 articles et douze annexes (la loi de 1908 était composée de 296 articles et de six annexes) ; l'ensemble des articles est divisé en treize parties, d'importance et de longueur inégales, les principales en étant les cinq premières, qui contiennent en tout 305 articles.

En voici l'énumération sommaire :

1^{re} *Partie*. — Art. 1 à 33. — Incorporation des *Companies* et questions s'y rapportant.

Cette partie traite du memorandum et des articles d'association, de la *registration*, de la raison sociale, et de questions diverses.

2^e *Partie*. — Art. 34 à 78. — Capital actions et obligations.

Sous ce titre sont comprises toutes les dispositions relatives au prospectus, à la répartition, aux commissions et escomptes, à la réduction du capital, aux transferts d'actions et d'obligations, etc...

3^e *Partie*. — Art. 79 à 92. — Inscription des charges.

Ces treize articles prévoient l'ensemble des règles à

(1) L'annexe n° 12 de la loi énumère les lois abrogées en entier : the Companies (Consolidation) Act, 1908 ; The Companies Act 1913 ; id., 1917 ; id., 1928. Se trouvent également abrogés certains articles de lois particulières dont « The Foreign Jurisdiction Act 1913 ; The Unemployment Insurance Act 1920 ; id., 1927 ; The Workmen's Compensation Act, 1925 ».

observer pour l'inscription des sûretés et hypothèques (*Registration of charges*).

4^e Partie. — Art. 92 à 155. — Direction et administration.

Dans cette partie, des plus importantes, sont classées les prescriptions relatives au siège social, au registre des actionnaires, à l'état annuel, aux Assemblées, aux comptes et à leur vérification, aux inspections, aux administrateurs et directeurs, aux arrangements et aux fusions.

5^e Partie. — Art. — Art. 156 à 305. — Liquidation des *Companies*.

L'ensemble de ces cent cinquante articles ne traite que des questions se rapportant aux divers modes de liquidation des *Companies* enregistrées en Grande-Bretagne.

6^e à 13^e Partie. — Art. 306 à 385. — Dans ces huit dernières parties sont rassemblées toutes les dispositions de détail ; y est déterminée notamment la portée d'application de la loi dans le temps, dans l'espace, et précise la catégorie de sociétés visées par la loi.

Parmi les douzes annexes nous citerons :

1^o La première annexe, divisée en cinq tableaux, dont le premier comprend le modèle type de statuts applicable à une société par actions, et le deuxième, la forme dans laquelle devra être établi son memorandum d'association. Les trois derniers tableaux sont relatifs au memorandum et aux articles d'association des sociétés, soit à responsabilité illimitée, soit à responsabilité limitée par garantie ayant ou non un capital divisé en actions.

2° La quatrième annexe qui énumère toutes les indications que devra contenir le prospectus.

3° La cinquième annexe qui donne le modèle auquel devront se conformer les sociétés pour établir leur état annuel.



Voyons maintenant quelle est la place exacte de l'*Act* de 1929 dans l'ensemble de la législation anglaise.

Cet *Act* rentre dans la *Statute Law* qui, avec la *Common Law*, forment l'armature du système juridique anglais. Nous n'entrerons pas ici dans l'examen de ces deux notions fondamentales du droit anglais, qui ont fait l'objet d'études approfondies (1) et dont la parfaite compréhension n'est rendue possible que par un essai d'abstraction de tout ce qui contribue à former un esprit latin (2).

Les lois sur les *Companies* que nous avons citées, forment une partie importante et caractéristique de la *Statute Law* ; en effet, dans le domaine du droit écrit, l'Angleterre, depuis les vingt dernières années du xix^e siècle, a réalisé une œuvre de consolidation et de codification très ample, portant sur les matières essentiellement pra-

(1) LÉVY-ULLMANN, *Eléments d'introduction générale à l'étude des sciences juridiques* ; II, *Le système juridique de l'Angleterre*. Paris, 1928 ; Marc ANCEL, *La Common Law* d'Angleterre, thèse, Paris, 2^e éd., 1929.

(2) Un essai de définition de l'expression « *the Common Law* » en fait saisir le caractère tout spécial : « Terme évocateur s'adressant plus au sentiment qu'à la raison, terme le plus propre à faire apparaître dans l'esprit l'ensemble des règles, maximes, coutumes, écrites ou non écrites, écloses sur le sol anglais, au cours des siècles » (LÉVY-ULLMANN, *op. cit.*, p. 10).

tiques du droit des affaires (sociétés de personnes et de capitaux, effets de commerce, vente de marchandises, faillites et liquidations, assurances maritimes), matières qui s'accommodent malaisément des imprécisions juridiques (1).

Mais malgré ce droit écrit, le droit anglais reste essentiellement un droit judiciaire ; si la *Statute Law* est venue déroger à la *Common law*, celle-ci reste cependant un droit complet et indépendant, et retrouve son empire de diverses manières :

1° La *Common Law* précède la plupart du temps la *Statute Law*, et celle-ci ne vient que sanctionner ou préciser une coutume reconnue par les tribunaux. La *Statute Law*, ne fait bien souvent que cristalliser des étapes dans la marche de la *Common Law*.

2° Après l'apparition d'un nouveau *statute*, la *Common Law* reprend son action : ce *statute* est en effet interprété par une série de décisions judiciaires qui prennent le caractère de précédents obligatoires. Après un certain laps de temps, le *statute* est assimilé.

Du statut général et abstrait, la *Common Law* fait du droit réel, introduisant ses principes dans les *cases*, « observant leur effet pratique et découvrant peu à peu par l'expérience comment il convient de les appliquer pour administrer la justice avec eux » (2).

3° Comme le *statute* n'a pas prévu et réglé dans leurs

(1) LÉVY-ULLMANN, *op. cit.*, p. 12.

(2) M. Roscoe Pound, d'après ANGEL, *op. cit.*, p. 169.

détails tous les points soulevés par la loi ; aussi puisque c'est un droit exceptionnel, on se référera, en cas de lacune, au droit commun, c'est-à-dire à la *Common Law*.

Les textes des lois successives sur les sociétés ont donc été largement interprétés et complétés par des décisions judiciaires ; la loi de 1908 avait laissé de côté dans son œuvre de codification, tout ce travail d'interprétation de la jurisprudence, et le législateur de 1929 a suivi cet exemple.

On peut se demander jusqu'à quel point le praticien pourra recourir aux décisions judiciaires antérieures à la loi de 1929 pour interpréter cette loi ? En tant qu'elle constitue une œuvre de « consolidation », cette loi n'a certainement pas porté atteinte aux « précédents », interprétant les dispositions de l'*Act* de 1908 ou des actes postérieurs qu'elle reproduit. En ce qui concerne au contraire les réformes introduites en 1928 et incorporées dans l'*Act* de 1929, la mesure dans laquelle elles dérogent aux textes et à la jurisprudence antérieurs devra être précisée par les tribunaux ; et les praticiens devront attendre quelques années pour être fixés, sur bien des points, quant à la portée exacte des réformes que consacre la nouvelle loi (1).

(1) En ce qui concerne les questions de procédure, « *the Yearly Practice of the Supreme Court for 1930* », comprend un nouvel « *Order L III B* », extrait d'un arrêt en date du 31 juillet 1929 de cette Cour de justice, qui, en annulant l'ancien « *Order L III B* » (qui datait du 28 juillet 1922), a édicté de nouvelles règles en conformité du *Companies Act*, 1929.

Ces règles concernent entre autres la procédure à suivre en cas de liquidation d'une société sous le contrôle du tribunal.

L'influence des juges dans la confection de la loi a été d'une importance primordiale, et la présence au cours des débats parlementaires, ainsi que les fréquentes interventions de l'*Attorney General* et du *Lord Advocate*, sont une manifestation frappante de la collaboration de la *Statute Law* avec la *Common Law*.

Nous verrons d'ailleurs que, dans ce domaine, la nouvelle loi n'a pas rompu avec la tradition, et que l'*Act* lui-même donne aux juges, dans de nombreux cas, des pouvoirs étendus dans l'appréciation des mesures à ordonner et des sanctions à prendre.



Après avoir essayé de situer la nouvelle loi dans l'ensemble législatif et judiciaire, cherchons à déterminer sa portée d'application dans le temps (caractère rétroactif), et dans l'espace (catégories de sociétés visées par la loi).

1^o La nouvelle loi est entrée en application le 1^{er} novembre 1929 ; elle abroge les *Companies Acts* de 1908, 1913, 1917 et 1928.

Elle régit non seulement les sociétés qui se feront enregistrer postérieurement à cette date, mais encore celles constituées antérieurement. En effet, d'après son article 380, qui précise l'interprétation des termes employés dans la présente loi, une *company* signifie une *company* « constituée et enregistrée après la présente loi » ou une *company* « existant déjà » ; une *company* existante

signifie une société constituée et enregistrée conformément aux *Joint Stock Companies Acts*, aux *Companies Act* de 1862 ou aux *Companies (consolidation) Act* de 1908... ».

Toutefois si les dispositions de la nouvelle loi s'appliquent en principe aux sociétés existantes, il n'en sera ainsi qu'en l'absence de stipulation contraire expresse figurant dans le corps de la loi, ainsi qu'il résulte des termes de l'art. 380 in princ. De fait, à propos des différentes réformes qu'elle institue, la loi prévoit souvent des dispositions transitoires particulières, et nous en rencontrerons plus d'une au cours de cette étude.

2° Si l'on cherche à préciser quelles sociétés, du point de vue territorial, sont visées par la présente loi, on remarque une différence essentielle entre le champ d'application de l'Act de 1908 et celui de la nouvelle loi : l'Act de 1908 visait les sociétés constituées dans le « Royaume-Uni », à savoir en Angleterre, en Ecosse et en Irlande ; la loi de 1929 au contraire restreint son champ d'application à la « Grande-Bretagne » et exclut les sociétés constituées dans l'Irlande du Nord et l'Etat libre d'Irlande (cf. art. 320, 380, 384). L'Ecosse reste soumise au *Companies Act*, sous réserve de nombreuses dispositions spéciales, figurant dans le corps de la loi, et ayant pour objet de la mettre en harmonie avec l'ensemble de la législation ou de l'organisation judiciaire de ce pays.

La XI^e partie de l'Act prévoit des règles particulières s'imposant aux sociétés constituées à l'étranger et faisant

des affaires en Grande-Bretagne, ainsi qu'aux sociétés constituées dans l'Ile de Man ou les Iles anglo-normandes.

3^o Ayant déterminé à quelle époque, et dans quel lieu devra avoir été constituée une *company* pour se trouver sous l'empire de la présente loi, on peut se demander ce qu'il faut entendre exactement par le terme de *company*. Quelles associations, quelles sociétés devront être considérées comme des *companies* ? La question de la distinction des différentes formes d'association en Angleterre et de leur classification a déjà fait l'objet de nombreuses études qui ont souligné les grandes divergences existant entre les deux législations dans l'organisation technique des divers groupements.

En droit français, il existe une distinction capitale entre l'association et la société.

D'après la définition donnée par l'article 1832 du Code civil, « la société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, en vue de *partager le bénéfice* qui pourra en résulter ».

Au contraire, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1901, « l'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité, *dans un but autre que de partager des bénéfices* ».

Ces deux formes de groupements, distinguées d'après le but lucratif ou désintéressé que ces derniers poursui-

vent, sont soumises dans notre pays à une réglementation distincte, car on considère que chacune de ces formes présente pour la collectivité des avantages et des dangers différents.

En Angleterre, au contraire, cette distinction fondamentale n'existe pas ; on ne trouve pas de sources législatives distinctes visant d'une part les sociétés commerciales et de l'autre les associations. Aux termes de l'article 1^{er} de la loi de 1929, « sept personnes au minimum, ou si l'on veut constituer une *private company*, deux personnes au minimum, associées afin d'atteindre un but licite quelconque... pourront former une *company*, avec ou sans responsabilité limitée ».

Une association, au sens technique français du mot, peut donc parfaitement en Angleterre se faire « incorporer » comme *company*, et se trouver par là-même soumise aux *Companies Acts*.

Il serait toutefois inexact de dire que cette distinction de la société et de l'association est inconnue du législateur anglais. Il oppose au contraire parfois la *company for gain* à la *company not for profit*, et il fait découler de cette opposition des conséquences assez importantes. C'est ainsi que l'obligation imposée par l'article 357 de la loi de 1929, aux groupements de plus de vingt personnes, de se faire enregistrer comme *company*, ne vise que ceux poursuivant la recherche d'un gain.

Enfin, l'article 18 de la loi (article figurant déjà, comme l'article 357, dans la loi de 1908) qui donne une

véritable définition de l'association, lui reconnaît certaines faveurs :

« Quand il est démontré au Ministère du commerce qu'une association, qui va se constituer en *limited company*, a pour but d'encourager le commerce, l'art, la science, la religion, la charité, ou poursuit tout autre objet utile, et a l'intention d'utiliser ses bénéfices au cas où elle en ferait, ou tout autre revenu, à la réalisation de son objet, et interdit le paiement de tout dividende à ses membres, le Ministère peut l'autoriser à être enregistrée comme société à responsabilité limitée, sans avoir à ajouter le mot *limited* à son nom... ». Cette association sera de plus dispensée de certaines formalités comme l'envoi de la liste des actionnaires au *registrar*.

Ces quelques dérogations ne sont cependant pas suffisantes pour permettre, grâce à elles, de différencier les sociétés des associations ; celles-ci se trouveront, aussitôt enregistrées, traitées comme des sociétés commerciales.

Si le droit anglais attache une importance restreinte à la notion d'association, opposée à la société, il méconnaît de plus une autre division importante de notre droit, celle en sociétés civiles et commerciales.

La distinction fondamentale du droit commercial anglais est celle des *partnerships* et des *companies*. Disons tout de suite qu'il n'y a pas de criterium absolu pour les distinguer car « les notions de *partnership* et de *company*

et spécialement leur distinction, s'adressent plus à l'instinct qu'au raisonnement » (1).

La *partnership* répond assez au type de notre société civile, tout au moins avant que notre jurisprudence lui eût accordé la personnalité morale. En effet elle ne constitue pas une personne morale, et ses biens forment une masse indivise entre les associés. On distingue la *partnership* ordinaire, dans laquelle tous les associés sont responsables de manière illimitée et solidaire, de la *limited partnership* dans laquelle à côté des *general partners*, associés à responsabilité illimitée gérant les affaires sociales, il existe des *limited* ou *sleeping partners*, à responsabilité limitée et ne jouissant que d'un droit de contrôle.

On rapproche traditionnellement les *partnerships* de nos sociétés de personnes, et en particulier on compare l'*ordinary partnership* à la société en nom collectif, et la *limited partnership* à la commandite par intérêts.

Au contraire, la *company*, qui rentre dans l'objet de notre étude, est le type de la société de capitaux. C'est une personne morale parfaite, une « *corporation* ».

Mais la *company* est une formule très souple, permettant aux fondateurs d'adopter en réalité les formes les plus diverses. Tout un jeu de combinaisons est possible, puisque d'une part une *company* peut être ou non par actions, et d'autre part, soit à responsabilité limitée par

(1) BRAESCO, *Les caractères généraux de la société dite « Partnership »*, thèse, Paris, 1923, p. 57.

actions ou par garantie, soit à responsabilité illimitée. Enfin la forme correspondant à notre commandite par actions est possible, car l'article 146 prévoit que certains administrateurs pourront être déclarés responsables de manière illimitée.

Si diverses combinaisons sont possibles, il est une sous-distinction des *companies* en *public* et *private companies* qui revêt une importance particulière du fait que, si en principe l'ensemble du *Companies Act* leur est applicable, elles sont toutefois dans bien des cas soumises à un régime assez différent. La définition de la *private company* nous est donnée par l'article 26 de la nouvelle loi : c'est une société qui dans ses statuts :

- a) Restreint la cessibilité des parts sociales ;
- b) Limite le nombre de ses membres à cinquante ;
- c) S'interdit de faire appel au public pour la souscription du capital actions ou obligations de la Société.

Il y a donc une ressemblance assez nette entre la *private company* et notre société à responsabilité limitée de la loi de 1925.

Présentant de moindres dangers pour l'épargne et les actionnaires, la *private company* est soumise à des règles beaucoup moins strictes : il suffit de deux personnes pour la constituer, elle échappe aux conditions assez strictes de souscription, de versement et de publicité, ainsi qu'à certaines formalités auxquelles doivent se soumettre les *public companies* au cours de leur existence.

L'Act de 1929 a maintenu tous les privilèges qui

avaient été reconnus en 1908 aux *private companies*, et un grand nombre des réformes apportées en diverses matières intéressent exclusivement les *public companies* : il en est ainsi pour les dispositions nouvelles concernant le minimum de souscription, le prospectus et le démarchage à domicile. L'obligation imposée par l'article 110 aux sociétés de comprendre dans l'état annuel en dehors d'une copie du bilan, le rapport des administrateurs et des *auditors*, ne vise que les *public companies*. La *private company* est également exempte de certaines dispositions concernant la tenue des comptes : tel l'envoi du bilan et des documents annexes aux actionnaires, prévu par l'article 130.

La nouvelle loi apporte des modifications dans la manière dont une *private company* pourra devenir une *public company*. D'après l'Act de 1908, en pareil cas la *private company* devait voter une résolution spéciale et déposer chez le *registrar* la déclaration tenant lieu de prospectus imposée aux *public companies* avant la répartition de leurs actions, ainsi que la déclaration statutaire imposée à ces dernières avant de commencer leurs opérations sociales. Ces dispositions étaient fort peu satisfaisantes, car de pareils documents n'étaient guère appropriés à cette fin. Désormais quand une *private company* modifie ses statuts afin de se transformer en *public company*, elle devra déposer un prospectus, ou une déclaration tenant lieu de prospectus, du modèle spécialement prévu pour ce cas par l'annexe III.

*
* *

Après avoir ainsi souligné, dans les divers domaines, la portée exacte de la loi de 1929, un dernier problème se pose avant d'aborder l'étude directe de ses dispositions. Quel esprit a inspiré ces réformes et quelles sont les tendances générales de la nouvelle loi ? Elle constitue un pas très net dans la voie d'une réglementation de plus en plus stricte du fonctionnement des sociétés anglaises, et l'immuable principe libéral, qui régit aussi bien la vie des personnes morales que celle des personnes physiques, se trouve assez sérieusement atteint. Si l'on se réfère tant aux travaux préliminaires de la Commission Greene qu'aux débats parlementaires eux-mêmes, il semble bien qu'un triple souci de protection ait inspiré cette réglementation.

1° On a voulu tout d'abord protéger l'épargne, c'est-à-dire le public auquel s'adressent les *promoters* pour réunir le capital. Reprenant et améliorant la loi de 1908 sur le prospectus, le nouvel *Act* a imposé aux dirigeants des sociétés en formation, ou déjà formées, l'obligation d'inclure dans le prospectus de nombreux renseignements complémentaires : le montant de la souscription minimum établi d'après de nouvelles règles très précises, les droits de toutes les catégories d'actions, le montant de toutes commissions ou rémunérations accordées par la société avant ou après sa formation ; à ces indications doivent être joints de nouveaux documents dont le principal est un rapport des *auditors*.

Il est d'autre part interdit d'émettre des prospectus abrégés, et les sociétés ne pourront plus tourner la loi en faisant placer dans le public, sans prospectus, un paquet de titres rétrocedés par la société à un intermédiaire. Enfin le démarchage à domicile est rigoureusement interdit.

2^o Protection des actionnaires. La nouvelle loi est venue renforcer très sérieusement les obligations imposées aux administrateurs. Usant, et abusant, du droit qui leur était reconnu d'organiser dans les articles d'association le fonctionnement de la société et le pouvoir de ses divers organes, les fondateurs-administrateurs s'octroyaient par des clauses léonines des avantages considérables, ou bien s'affranchissaient de leurs obligations. La nouvelle loi prononce la nullité des clauses les exonérant de leur responsabilité et les oblige à publier leurs divers émoluments et intérêts dans la société; de plus, des sanctions très sévères sont prévues contre les administrateurs, directeurs ou préposés des sociétés.

La nouvelle loi organise en outre une large publicité des opérations sociales, obligeant les sociétés à tenir des livres réguliers, à soumettre leurs comptes à la vérification de l'assemblée générale, et à faire figurer certains chiffres dans leur bilan.

De plus, elle ne protège pas seulement les actionnaires contre les administrateurs, elle les protège aussi contre les agissements de certains actionnaires eux-mêmes. C'est ainsi que par la disposition fort intéressante de

l'article 61 elle prévoit le recours au tribunal de la minorité d'une catégorie d'actionnaires, dont on a modifié les droits ; inversement, cherchant à éviter l'oppression de la majorité par la minorité, l'article 155 permet de passer outre au consentement des *dissentient members* dans le cas de cession ou fusion d'une société.

3^o Protection des créanciers et de tous ceux qui contractent avec la société. Dispositions extensives de la publicité des gages et hypothèques déjà prévue par la loi de 1908 ; modification capitale en matière de liquidation par la création d'un nouveau mode de liquidation contrôlée par les créanciers quand la société n'est pas déclarée solvable par les administrateurs.

Il est à remarquer que suivant en cela la tradition des *Companies Acts*, le législateur de 1929 a reconnu au pouvoir judiciaire les droits les plus étendus. Deux des dispositions nouvelles sont particulièrement caractéristiques à cet égard :

1^o Le pouvoir arbitraire reconnu au tribunal en cas d'action en nullité d'une délibération modifiant les droits attachés à une catégorie d'actions (art. 61).

2^o Le droit très important reconnu au juge par l'article 372, de tenir pour quitte un administrateur, directeur, commissaire aux comptes ou employé de la société, en cas de négligence, faute, *breach of duty* ou *breach of trust*.

Enfin, de manière très générale, le législateur se borne, par les amendes qu'il édicte comme sanction des disposi-

tions nouvelles, à fixer un maximum que ne pourra dépasser le juge.

Telles sont dans leurs grandes lignes, les réformes apportées par le législateur de 1929.

Nous laisserons de côté les modifications « formelles », tout le travail de classification, de simplification et de clarification de l'*Act* de 1908, la suppression des dispositions faisant double emploi, la coordination de règles éparses, et la numérotation nouvelle.

Nous négligerons également les mille modifications de détail (*minor amendments*) concernant des points de procédure ou des formalités secondaires.

Et, après avoir essayé de présenter une esquisse générale de la nouvelle loi, nous allons, sans entrer dans l'étude de l'ensemble du *Companies Act* de 1929, examiner le détail des principales dispositions nouvelles résultant de la loi de 1928.

Puisse, et ce sera en concluant notre souhait le plus cher, cette modeste et sommaire étude non seulement faire naître chez le plus grand nombre le désir de connaître le système juridique original de nos voisins d'outre-Manche, mais encore et surtout provoquer un nouvel examen de notre sujet du point de vue, si fécond, et que nous n'avons pu, à notre grand regret, aborder, du droit comparé.

PREMIÈRE PARTIE

Constitution des Companies

CHAPITRE PREMIER

Formalités constitutives

§ 1. — *Conditions et formalités de constitution*

L'économie moderne demande, pour la réalisation de ses fins, la création d'innombrables sociétés de capitaux ; le rythme sur lequel s'opère la création de ces sociétés nouvelles ne s'est jamais ralenti, et cela tient, pour partie, à ce que le nombre des personnes désireuses de fonder une société a toujours été, en Angleterre et dans tous les pays civilisés, considérable. Financiers, industriels, commerçants, inventeurs, ont une idée, un projet à réaliser, et leur imagination est d'autant plus riche qu'ils sont pauvres de capitaux.

Mais, par définition, il ne suffit pas d'une seule volonté, ni des moyens d'une seule personne pour créer une société ; il faut trouver un ou plusieurs associés, et une fois réalisé un accord de principe, commence alors pour la société une période de formation dont la durée est des plus variables.

En Angleterre, ces fondateurs s'appellent des *promoters* ; ils pourront projeter de créer, ainsi que nous l'avons vu, soit une *partnership*, soit une *company* et ils auront dans chacune de ces deux catégories à choisir entre plusieurs types de sociétés particulières.

S'ils optent pour la *company*, celle-ci devra être incorporée, et sa naissance devra obligatoirement coïncider avec la date de son inscription sur les livres du *registrar* qui délivrera un véritable acte de naissance appelé *certificate of incorporation* (cependant rappelons que la *company*, si elle vit, ne peut encore agir : « elle est encore dans l'*infantia* et n'atteindra la puberté, et avec elle la pleine capacité juridique, qu'en satisfaisant à d'autres conditions sagement calculées par le législateur) » (1).

La loi de 1908 avait prévu que les parrains de la nouvelle société devaient être au nombre de deux s'il s'agissait d'une *private company*, et au nombre de sept pour une *public company*.

La nouvelle loi n'apporte guère de modifications à ces conditions et formalités de constitution des sociétés, qu'il s'agisse de *public* ou de *private company* (2).

Il suffit toujours que sept personnes au moins (deux

(1) LAURENT, *Esquisse d'une étude comparée des législations française et britannique en matière de sociétés par actions*, thèse, Paris, 1919.

(2) Le nouvel article 92 impose à toute Company l'obligation d'avoir un siège social enregistré à partir du jour où elle commence ses opérations, et de toute façon dans les 28 jours après la date de son incorporation (sous l'empire de la loi de 1908, il suffisait qu'une société fût enregistrer son siège social avant de commencer à exercer son activité).

seulement s'il s'agit d'une *private company*) signent et déposent chez le *registrar* un « memorandum d'association » indiquant (article 2) :

1^o Le nom de la société (suivi du mot « *limited* » s'il s'agit d'une société à responsabilité limitée par actions ou par garantie) ;

2^o Le lieu du siège social (Angleterre ou Ecosse) ;

3^o L'objet de la société.

Le memorandum doit indiquer en outre quelle est la responsabilité des associés, quel est le montant du capital social, sa division en actions et le nombre de titres effectivement souscrits par chaque signataire.

Le memorandum, véritable charte de la société, s'imposera désormais à ses membres, et la jurisprudence se montrera, comme par le passé, particulièrement rigoureuse dans son interprétation de l'article 4 de la loi (art. 7 de la loi de 1908) (1).

De plus, des articles d'association, signés par les signataires du memorandum, devront également être déposés (disposition obligatoire s'il s'agit d'une société à responsabilité illimitée ou limitée par garantie, et facultative s'il s'agit d'une société à responsabilité limitée par actions).

Ces articles d'association, bien moins importants que le memorandum, et rédigés suivant la libre volonté des par-

(1) Une société ne peut modifier les dispositions de son memorandum que dans les cas et selon les formalités prévues par la présente loi.

ties, prévoient dans le détail, le fonctionnement de la société et les pouvoirs de ses divers préposés (1).

§ 2. — *Raison sociale de la société*

Le droit anglais ignore le principe de la correspondance de la raison sociale avec l'objet de la société.

La seule restriction au choix d'un nom pour une future société qu'avait prévue la loi de 1908, était « l'interdiction de choisir un nom identique à celui d'une société déjà existante ou lui ressemblant au point de paraître avoir été choisi à dessein pour tromper », à moins que cette société ne soit en liquidation, ou n'ait donné son assentiment.

En 1916, le *Business Names Act* interdit l'emploi de l'adjectif « *British* », ou de tout autre mot pouvant à tort faire croire que la société était contrôlée par des Anglais.

L'expérience montra que de nombreuses sociétés adoptaient pour leur raison sociale des qualificatifs laissant supposer, soit un patronage plus ou moins officiel, soit l'existence de certaines garanties ; ces confusions volontaires incitèrent, dans bien des cas, le public à souscrire lors des émissions d'actions de ces sociétés, qui trop

(1) L'article 8 dispose que, lorsque les fondateurs d'une société à responsabilité limitée par actions ne déposent pas d'articles d'association, les prescriptions contenues dans le tableau A (annexe n° 1) s'appliquent automatiquement.

souvent se révélèrent des escroqueries. En fait le *registrar* refusait d'enregistrer une société dont le nom pouvait suggérer un appui quelconque de la Couronne ou du Gouvernement, sauf autorisation expresse de l'administration (*Home Secretary*).

Ces abus firent l'objet de longues discussions aussi bien au Comité Wrenbury qu'au Comité Greene. Ce dernier comité émit sur ce point une « recommandation » qui fut adoptée et même complétée par l'Act de 1929 (sauf l'interdiction qui avait été demandée par le Comité d'employer le mot Banque).

L'article 17 de la nouvelle loi interdit donc, non seulement comme la loi de 1908 l'adoption du nom d'une société déjà existante, mais encore il prohibe l'emploi du nom de « société de construction » (dont le statut est défini par une loi particulière) et l'addition des mots « Chambre de commerce » (à moins que la société ne soit autorisée par le *Board of Trade* à se faire enregistrer comme association).

Sont également interdits, sauf autorisation du *Board of Trade*, les noms comprenant :

a) Les adjectifs « Royal » ou « Imperial », ou tout autre nom qui, de l'avis du *registrar*, suggérerait, ou aurait le dessein de suggérer, le patronage de Sa Majesté ou d'un membre de la famille royale, ou tout lien avec le gouvernement aussi bien qu'avec un ministère quelconque ;

b) Les mots « municipal » ou « par charte » ;

c) Le mot « coopératif » (1).

Par ailleurs la nouvelle loi, dans son article 93, maintient l'obligation pour une société d'avoir son nom peint ou fixé à l'extérieur de tout bureau ou local servant aux opérations sociales, et de mentionner ce nom dans tout document émanant d'elle. Mais cet article étend cette obligation ainsi que la pénalité qui la sanctionne, à toutes les sociétés, et non plus spécialement aux sociétés à responsabilité limitée.

§ 3. — *Modifications apportées par une company à son objet*

Le memorandum, nous l'avons vu, doit contenir les mentions strictement indispensables à la vie de la société. Une fois défini, il ne peut être modifié que selon les formalités et dans les cas énumérés limitativement par la loi.

La rédaction du paragraphe relatif à l'objet de la société est donc la partie la plus délicate du memorandum, et demande toute l'attention du ou des promoteurs.

(1) L'addition de ce dernier paragraphe au sujet de l'emploi du mot coopératif n'avait pas été demandée par le Comité Greene et fit l'objet d'un amendement au cours des débats parlementaires. En effet parmi les députés travaillistes, certains se trouvaient diriger d'authentiques sociétés coopératives, et ils dénoncèrent les ravages causés à l'épargne ouvrière dans certaines provinces par les soi-disant sociétés coopératives.

Ils eurent gain de cause, et il est à prévoir que le *Board of Trade* n'accordera pas l'autorisation d'employer le mot coopératif tant qu'une loi n'aura pas défini le statut des sociétés à forme coopérative.

Les seules modifications qu'en vertu de l'Act de 1908 (art. 9) une société pouvait, après le vote d'une résolution spéciale (1), et après autorisation du tribunal, apporter, dans la mesure nécessaire, à son memorandum relativement à l'objet de la société, étaient celles qui lui permettaient, soit :

a) De continuer son activité d'une manière plus efficace, ou avec un meilleur rendement, soit :

b) De réaliser son objet principal par des moyens nouveaux ou améliorés, soit :

c) D'élargir ou de changer le lieu de ses opérations, soit :

d) D'entreprendre une affaire dont l'exploitation, vu les circonstances, pourrait être combinée d'une façon commode ou avantageuse avec les affaires de la société, soit :

e) De restreindre ou de renoncer à l'un quelconque des objets spécifiés au memorandum.

La jurisprudence interprétant de manière restrictive les cas prévus par la loi de 1908, il était impossible à une société de procéder à une fusion ou à une réorganisation, si ces cas n'étaient pas prévus dans le memorandum.

Aussi l'article 5 de l'Act de 1929, tout en reproduisant ces dispositions, prévoit des cas supplémentaires permettant à la société la révision de ses objets, en vue, soit :

(1) Cf. *ultra*, p. 95.

f) De céder ou de disposer de l'ensemble ou d'une partie de l'entreprise, soit :

g) De fusionner avec une autre société ou groupement de personnes.

Lors du vote de ces deux dernières dispositions un député travailliste, Miss Lawrence, proposa d'ajouter une clause déclarant qu' « un conseil d'administration n'aura pas le droit de vendre ou de transférer l'actif d'une société s'il n'a pas le consentement des trois quarts des membres ».

Une longue discussion s'ensuivit au cours de laquelle certains députés exposèrent les doléances des actionnaires de sociétés de mines d'or dont l'actif avait été aliéné sans que les actionnaires eussent été appelés à donner leur avis. En effet, en vertu de ce principe essentiel de la législation anglaise que les fondateurs d'une société peuvent librement régler dans le memorandum et les articles d'association le fonctionnement de la société et les pouvoirs de ses divers organes, il suffit que le memorandum prévoit le droit pour le Conseil d'aliéner l'actif de la société pour que la vente soit régulière.

La majorité repoussa cet amendement qui aurait restreint des pouvoirs librement reconnus par les actionnaires au Conseil d'administration.

CHAPITRE II

La publicité

Nous avons vu que le principe de liberté dominait le système du droit commercial anglais, et que les lois ne venaient consacrer les usages et édicter de nouvelles règles contre la fraude, que dans la mesure strictement nécessaire.

Mais le corollaire indispensable de cette liberté est, chez nos voisins, la publicité ; elle est non seulement une condition essentielle de la constitution de toute société, mais elle accompagne obligatoirement toutes les manifestations d'une *public company*, dans ses rapports avec le public : le prospectus en est l'exemple le plus typique.

Le législateur a concentré, dès le début du siècle, tous ses efforts sur ce document en exigeant des sociétés qu'elles donnent, à tous les capitalistes, un grand nombre de renseignements ; ce qui, dans son esprit, correspondait au maximum de garanties dont il était possible d'entourer une souscription publique (1).

§ 1^{er}. — *Le prospectus*

Dans l'ensemble, la loi de 1928 reproduit en les renforçant les dispositions de la loi de 1908 relatives au prospec-

(1) Les trois paragraphes de ce chapitre ne visent que les *public companies*. Voir introd. pp. 25 et 26.

tus. Mais le détail de ces prescriptions au lieu de figurer dans le texte même de la loi est reproduit dans l'une des annexes. Seules sont définies dans le corps même de la loi les dispositions générales qui forment la matière des articles 34 à 38.

Toute offre de souscription publique à des actions devra obligatoirement être accompagnée d'un prospectus établi d'après les principes énoncés dans la 4^e cédula de l'*Act*. Toute contravention à cette obligation donnera lieu à une amende de £ 500 maxima, sauf si une excuse valable, dont le bien-fondé sera laissé à l'appréciation du tribunal, est fournie par un administrateur ou la personne responsable.

Le texte de l'article 37, qui énonce les responsabilités encourues par les administrateurs et les promoteurs vis-à-vis des souscripteurs par suite des déclarations contenues dans le prospectus, reproduit dans son ensemble les clauses de l'article 84 de la loi de 1908.

Le prospectus émis par une société doit toujours être daté, signé des administrateurs, et déposé chez le *registrar* aux fins d'enregistrement (article 34 de la nouvelle loi reproduisant l'article 80 de la loi de 1908).

Mais la nouvelle loi apporte certaines modifications quant aux indications que doit contenir le prospectus :

1^o Du point de vue formel, ces indications sont contenues dans la 1^{re} section de l'annexe n^o 4, à laquelle renvoie l'article 35, alors que ces indications figuraient dans le texte même de la loi de 1908 (article 81).

2° Du point de vue du fond, le prospectus doit toujours :

- a) Reproduire le memorandum ;
- b) Indiquer le nombre des parts de fondateur, ou actions différées, et la participation réservée à leurs porteurs dans l'actif ou dans les bénéfices de la société ;
- c) Le nombre d'actions nécessaires pour qualifier les administrateurs, et la rémunération de ces derniers ;
- d) Les noms, qualité et adresse des administrateurs ;
- e) Le montant payable à la souscription et à la répartition des actions ;
- f) Le nombre et le montant des actions ainsi que des obligations émises au cours des deux années précédentes, et libérées, quant aux actions, autrement qu'en espèces ;
- g) Les noms et adresses des cédants de tout bien à la société, qui devra en faire le règlement, en tout ou en partie, au moyen du produit de l'émission des actions nouvelles, ainsi que le prix d'achat ;
- h) Le montant des commissions payées pendant les deux années précédentes lors d'une souscription ;
- i) Le montant des dépenses préliminaires ;
- j) Le montant payé aux fondateurs ;
- k) La date et le nombre des parties à tout contrat important ;
- l) Les noms et adresse des commissaires aux comptes ;
- m) Les intérêts des administrateurs dans la société.

Mais diverses indications sont nouvelles :

1° Au lieu de la simple mention de la souscription minimum nécessaire pour procéder à la répartition, le pros-

pectus doit, ainsi que nous l'exposerons plus loin (1), désormais indiquer, lorsque des actions sont offertes au public, le montant minimum qui, selon les administrateurs, sera nécessaire pour faire fonctionner la société (annexe n° 4, première section, paragraphe 5).

2° Lorsque le capital de la société est divisé en différentes catégories d'actions, le prospectus doit indiquer non plus seulement le droit de vote attaché à chaque catégorie d'actions (1908, article 81, paragraphe 1), mais également leurs droits respectifs dans le capital et dans la répartition des dividendes. Toutefois cette obligation n'est plus imposée lorsque les actions sont offertes en souscription au public.

3° Dans le cas d'une société ou d'une affaire fonctionnant depuis moins de trois ans, le prospectus doit indiquer depuis combien de temps la société ou l'affaire que l'on doit acquérir ont fonctionné (annexe n° 4, première section, paragraphe 17). ;

4° S'il y a eu antérieurement des émissions d'actions au-dessous du pair, on doit faire figurer le montant de l'escompte,

*Restrictions à l'application des dispositions
concernant le contenu du prospectus*

1° D'après l'article 35, l'interdiction d'émettre des bulletins de souscription qui ne seraient pas accompagnés

(1) V. p. 53 et suiv.

d'un prospectus contenant les prescriptions requises par cet article (c'est-à-dire prévues par l'annexe n° 4, première et deuxième sections), ne s'applique pas aux bulletins de souscription émis :

a) soit par suite d'une invitation, faite « bona fide », à une personne de donner sa garantie à l'occasion de la souscription d'actions ou d'obligations ;

b) Soit au sujet d'actions ou d'obligations qui ne sont pas offertes au public.

2° D'après le paragraphe 1^{er}, troisième section de l'annexe n° 4 :

« Les dispositions de cette annexe concernant le memorandum, la qualification et la rémunération ainsi que l'intérêt personnel des administrateurs, les noms, qualités et adresses des administrateurs en fonctions ou proposés, le montant ou l'évaluation des dépenses préliminaires, ne s'appliquent pas dans le cas d'un prospectus émis plus de deux ans après la date à laquelle la société a été autorisée à commencer ses opérations sociales ».

§ 2. — *Les offres publiques*

La sévérité de la réglementation du prospectus ayant fait reculer aussi bien les fondateurs que les sociétés elles-mêmes, ils avaient, les uns et les autres, cherché le moyen de tourner la loi. Ils y avaient réussi de la façon suivante : ils remettaient à une banque ou à une maison spécialisée dans le placement des titres dans le public

(*issuing house*) un paquet important d'actions et cet intermédiaire les offrait ensuite au public sans se conformer aux prescriptions relatives au prospectus.

Cette question fit l'objet d'une des « recommandations » du Comité Greene, et celle-ci fut adoptée par la nouvelle loi ; dorénavant tout document contenant des offres d'actions ou d'obligations sera considéré comme un prospectus et traité comme tel.

L'article 38 de la nouvelle loi dispose :

1^o Quand une société répartit ou convient de répartir des actions ou obligations de la société, en vue d'une offre de vente au public de ces actions ou obligations, tout document contenant cette offre au public sera considéré comme un prospectus émis par la société ; la société devra donc se conformer aux dispositions légales concernant le contenu des prospectus. La responsabilité au sujet des déclarations ou des omissions sera identique à celle afférente au prospectus, et les dispositions légales, qui d'une manière générale concernent le prospectus, s'appliqueront et produiront leurs effets, comme si les actions ou les obligations avaient été offertes en souscription au public, et comme si les personnes acceptant l'offre des actions ou des obligations étaient des souscripteurs, sans préjudice toutefois de la responsabilité éventuelle des personnes ayant fait l'offre, en raison d'inexactitudes contenues dans ces documents ou autrement.

2^o Pour l'interprétation de la présente loi, on tiendra une répartition, ou un contrat de répartition, d'actions

ou d'obligations, comme étant faite en vue d'une offre de vente, sauf preuve contraire, s'il est démontré :

a) Que l'offre, de tout ou partie des actions ou des obligations au public, a été faite dans les six mois suivant la répartition ou le contrat de répartition ; ou bien :

b) Qu'à la date de l'offre, le montant total de la somme que la société devait recevoir en contre-partie des actions ou obligations cédées, n'avait pas encore été reçu ;

3° L'article 34 de la présente loi, dans son application par le présent article, produira ses effets comme si les offrants étaient des personnes désignées dans un prospectus comme les administrateurs d'une société, et l'article 35, dans son application par le présent article, comme s'il exigeait, outre les mentions qu'il prévoit, l'indication dans le prospectus :

a) Du montant net de la somme totale reçue ou à recevoir par la société correspondant aux actions ou obligations que concerne l'offre ;

b) Du lieu et du moment auquel on pourra consulter le contrat par lequel les actions ou les obligations ont été ou doivent être attribuées.

§ 3. — *Le démarchage à domicile*

Cette question a pris dans la loi de 1928 une importance toute particulière du fait que, seule parmi les nouvelles dispositions, elle fut mise immédiatement en vigueur, avant le vote de la loi de consolidation de 1929.

Les conséquences fâcheuses qu'avaient entraînées les abus dans le domaine du démarchage à domicile attirèrent l'attention de l'opinion sur ce problème, et de nombreuses campagnes de presse en réclamèrent la suppression. Le Comité Greene examina longuement cette question, et nous ne pouvons à cet égard mieux faire que de citer *in extenso* le commentaire dont il a accompagné sa recommandation d'interdire le *share-hawking*.

« De nombreux cas nous ont été signalés dans lesquels
« des personnes offrent, soit par des circulaires, soit
« en se présentant de maison en maison, à la manière
« de colporteurs, des actions sans valeur, ou d'une
« nature très spéculative, ou bien des titres dénommés
« unités », représentant des actions ou des fractions
« d'actions.

« Il y a lieu de supposer que de nombreux capitalistes
« confiants ont été induits de cette façon à acquérir des
« titres qui, dans la suite, se sont trouvés être absolument
« sans valeur, et, sans doute, ils ont été frauduleusement
« induits à ces achats. Le fait que ces démarcheurs sont
« les agents de sociétés qui, très souvent, ne sont pas
« incorporées en Grande-Bretagne mais à l'étranger,
« rend les fraudes et les fausses déclarations plus faciles,
« et la preuve de celles-ci plus difficiles. Cette méthode
« d'infiltration d'actions », particulièrement celle ou les
« colporteurs passent de maison en maison, est relative-
« ment nouvelle dans ce pays.

« Lorsque des manœuvres frauduleuses ont été em-

« ployées, on peut trouver un remède dans la loi, mais
« généralement il est impossible d'introduire des ins-
« tances, soit criminelles, soit civiles, en raison de la dif-
« ficulté de prouver les faits et le manque de ressources
« chez les victimes ».

« Il est regrettable que les fraudes de ce genre restent
« impunies, spécialement lorsque les victimes appar-
« tiennent aux classes les plus pauvres et les moins édu-
« quées.

« Toutefois, il n'est pas aisé de suggérer des modifica-
« tions à la loi pour protéger des personnes qui, dans l'es-
« poir inconsidéré d'importants bénéfices, se décident à
« acheter des actions d'une société dont elles ne connais-
« sent rien, en dehors des informations incomplètes des
« personnes qui les offrent. Acheter ces actions consiste,
« chez les uns, en une spéculation d'un caractère très im-
« prudent, chez les autres, il décèle l'absence complète de
« prudence et de bon sens. Cependant, le mal est un de
« ceux contre lesquels, à notre avis, des dispositions
« devraient être prises, si cela est possible.

« Nous ne faisons aucune illusion sur la possibilité
« d'empêcher les fraudeurs d'abuser des gens crédules,
« spécialement quand ces personnes crédules désirent
« spéculer, et, en faisant ces remarques, nous avons à l'es-
« prit ce que nous considérons comme les limites prati-
« ques qui doivent borner une telle législation. En tout
« cas, nous nous permettons d'indiquer que nous consi-
« dérons cette question comme une de celles qui doivent

« être traitées par une législation spéciale, et non par un
« amendement aux Companies Acts.

.

« On a proposé que toutes les personnes faisant le
« commerce des titres, soient obligées d'obtenir une auto-
« risation et de déposer une garantie importante. Nous
« avons étudié soigneusement cette proposition, et bien
« qu'à première vue elle paraisse intéressante, nous ne
« croyons pas pouvoir la recommander.

.

« De fait, on est en présence de deux catégories de dé-
« marcheurs :

1^o Ceux qui vont de maison en maison, offrant des
« titres, qui sont généralement sous la forme au porteur.

« 2^o Ceux qui envoient des circulaires au public.

« En ce qui concerne les premiers, nous considérons
« que le « colportage d'actions » de cette sorte ne peut se
« justifier et que sa prohibition ne porterait pas atteinte
« à la liberté du travail légitime. L'absence de toute véri-
« fication des déclarations verbales du colporteur (qui est
« généralement un agent payé à la commission) et le fait
« que les personnes qu'il démarché n'ont souvent aucune
« expérience de ces affaires, ouvrent la porte aux plus
« graves abus.

« En ce qui concerne ceux qui envoient des circu-
« laires au public, la question est plus difficile, car on
« risque d'entraver le commerce légitime si la législation
« mise en vigueur est trop sévère. De nombreuses offres

« par circulaires sont faites par des personnes honnêtes
« et d'excellente réputation, et nous sommes d'avis qu'il
« ne faut introduire aucune modification à la loi suscep-
« tible de les gêner.

« D'autre part, il faut se rappeler que l'action est un
« bien d'une nature spéciale, en ce sens que le titre
« lui-même ne donne aucune indication sur la valeur de
« la société elle-même. Lorsqu'une société met en vente
« directement ses actions, la loi a pensé qu'il était néces-
« saire qu'un certain nombre de renseignements fussent
« fournis, afin que les souscripteurs pussent avoir con-
« naissance de la valeur de leur achat. L'extension de
« ce principe, dans des limites convenables, à la vente
« d'actions au public, nous paraît logiquement justifiée ;
« évidemment, il ne faudrait pas exiger les mêmes infor-
« mations que celles requises dans le cas d'une vente
« d'actions par un tiers, et dans le cas d'une émission
« publique par une société de ses propres actions.

« Nous pensons que dans les cas considérés ici, on
« devrait rendre obligatoire un certain minimum d'in-
« formation. Cette mesure mettra-t-elle le public sur ses
« gardes, c'est un point douteux, mais l'obligation de
« fournir des renseignements aura probablement pour
« résultat d'entraver l'activité des personnes malhon-
« nêtes, sans gêner le commerce légitime, car le genre
« d'informations auquel nous songeons sera facile à
« donner.

Le principe de ces « recommandations » fut adopté par

le législateur, et devint l'article 356 de la nouvelle loi, qui entra immédiatement en application, aussitôt la loi de 1928 votée.

Article 356. — 1° Il est interdit à toute personne d'aller de maison en maison pour proposer au public de souscrire ou d'acheter des actions.

L'expression « maison », ci-dessus employée, ne comprendra pas les bureaux à usage commercial.

2° Il ne sera pas licite de faire des offres de ventes d'actions par écrit au public (ne sont pas comprises comme faisant partie du public les personnes qui ont pour occupation exclusive ou partielle d'acheter ou de vendre des actions, soit pour leur compte, soit comme intermédiaire), sauf si cette offre est accompagnée d'une déclaration par écrit (qui doit être datée et signée par la personne faisant l'offre), contenant les renseignements requis pour cette cession. Dans le cas d'actions d'une *company* enregistrée à l'étranger, l'offre doit être accompagnée soit de la déclaration ci-dessus, soit du prospectus établi conformément aux règles prévues dans la présente loi.

Ces dispositions ne s'appliquent pas :

a) Lorsque les actions offertes sont cotées à l'une des Bourses de Grande-Bretagne ou lorsqu'une de ces Bourses a autorisé des transactions sur ces titres. L'offre doit le mentionner et indiquer la Bourse qui a donné l'autorisation ;

b) Lorsque les actions ont été attribuées (*allotted*) en vue d'être offertes au public ;

c) Lorsque l'offre a été faite à des personnes qui font habituellement des achats et des ventes de titres avec la personne offrant les titres ;

3° La déclaration par écrit précitée ne doit pas contenir d'éléments autres que ceux requis par cette cession et ne doit pas être imprimée dans des caractères différents de ceux de l'offre ;

4° Cette déclaration doit contenir les renseignements suivants (*nous ne citerons que les principaux*) :

a) L'indication que la personne qui offre les titres agit pour son compte ou comme intermédiaire. Si elle agit comme intermédiaire, elle doit indiquer le nom et le domicile légal de la personne pour qui elle agit ;

b) La date et le pays où la *company* a été enregistrée et l'adresse enregistrée du siège principal en Grande-Bretagne ;

c) Le montant du capital autorisé et du capital émis, les différentes catégories d'actions et les droits respectifs des divers actionnaires ;

d) Les dividendes payés dans les trois années précédentes, etc., etc.

5° Toute personne contrevenant, ou induisant un tiers à contrevenir à ces dispositions, sera passible d'un emprisonnement de six mois au plus et d'une amende d'un maximum de 200 £ ou de ces deux pénalités. En cas de récidive, emprisonnement de douze mois maximum ou amende de 500 £ maximum, ou les deux pénalités ;

6° Si une société est condamnée en vertu de ce texte,

les administrateurs et les directeurs seront déclarés coupables, sauf s'ils prouvent que l'infraction a été commise à leur insu et sans leur consentement.

7° L'expression « action » comprend les actions prévues ou non prévues par cet Act et comprend également les obligations et les « unités ».

8° En condamnant une personne en vertu de ce texte, le tribunal anglais pourra déclarer nulle l'opération et ordonner en conséquence les mesures qui lui paraîtront convenables pour le remboursement de toutes sommes et le transfert de tous titres. Les appels de jugements seront à adresser à la cour suprême.

CHAPITRE III

La souscription et la répartition du capital

Les modalités de souscription du capital des *companies* sont en Angleterre des plus variées, et elles n'étaient réglementées par l'act de 1908 que dans une certaine mesure.

Aussi les abus qui naquirent à cet égard de ce régime de demi-liberté conduisirent le législateur, d'une part à modifier les dispositions des articles de la loi de 1908 sur le minimum de souscription et sur les commissions, et d'autre part, à autoriser, mais en les réglementant, les émissions au-dessous du pair (1).

§ 1^{er}. — *Le minimum de capital souscrit et la répartition*

Nous avons vu plus haut (2) qu'il ne suffisait pas à une *company* pour pouvoir commencer ses opérations d'avoir

(1) Il convient de signaler que les règles concernant les commissions aussi bien que celles gouvernant la répartition ne sont pas seulement applicables lors de la constitution des sociétés, mais également quand ces sociétés procèdent à des augmentations du capital libéré.

Quant à la nouvelle disposition autorisant l'émission d'actions au-dessous du pair, elle ne peut d'après la loi être appliquée qu'à l'occasion des émissions d'actions nouvelles, mais étant donné qu'on est amené à l'analyser au cours de l'étude sur les commissions, il a paru nécessaire pour plus de clarté d'en inclure l'examen dans la partie de cet ouvrage traitant de la constitution de sociétés.

(2) V. page 26 (application de ces règles aux *public companies* seulement.)

eu son existence légalement consacrée par la délivrance du *certificate of incorporation*. Non seulement doit-elle se conformer sous peine d'amende à diverses prescriptions, comme celle d'avoir un siège social enregistré, mais encore lui est-il interdit de commencer tout *business* avant d'avoir attribué à l'ensemble des actionnaires, un chiffre d'actions d'un montant rigoureusement égal à celui de la souscription minimum globale prévue ; cette répartition n'ayant pu elle-même avoir été faite que si la société avait effectivement reçu de l'ensemble des *applicants* (1), des demandes d'actions, accompagnées du versement minimum indiqué et égales dans leur ensemble au montant total du minimum de souscription, prévu par le memorandum où les articles d'association.

Il avait été en effet nécessaire de prévoir un chiffre de souscription minimum puisqu'en Angleterre les souscripteurs ne sont pas tenus de souscrire entièrement le capital nominal des *Companies* ; ce capital peut être réparti en trois catégories : le *capital nominal* qui est généralement le capital nécessaire à l'accomplissement de l'objet de la société (2), le *capital souscrit*, qui peut ne correspondre qu'à une tranche seulement du capital nomi-

(1) Le contrat de souscription ne se trouve pas, en Angleterre, conclu par une offre de la société suivie de l'acceptation du souscripteur exprimée par un bulletin de souscription, mais ce contrat est réalisé par l'acceptation, de la part de la société, sous forme d'un avis de répartition (*notice of allotment*), de la demande (*application*) du candidat souscripteur.

(2) Le droit de timbre est dû sur la totalité du capital nominal, et c'est un frein salutaire à la tentation d'exagérer le montant du capital nominal (voir également p. 74) (1).

nal, le *capital versé*, qui correspond à une certaine proportion du capital souscrit et qui, d'après la loi ne peut être inférieur à 5 0/0 du montant nominal de l'action souscrite (les actions d'une même société peuvent également avoir un montant nominal différent, et chaque tranche particulière d'actions peut être souscrite pour un montant ne correspondant pas au montant appelé.

La liberté laissée aux fondateurs, de fixer aussi bien le montant que doivent verser les sept souscripteurs originaires signataires du memorandum (1), que le montant nominal des actions ainsi que le minimum de capital à souscrire ultérieurement, a entraîné les *promoters* à de nombreux abus ; en effet, d'une part, soit en vue d'attirer les souscriptions des capitalistes de toutes conditions, soit pour des raisons de vote, le montant nominal des actions était fixé à des taux excessivement faibles (les actions de 1 shilling sont d'un usage courant, usage facilité par la forme nominative des titres), d'autre part, la latitude laissée aux souscripteurs d'annuler à tout moment leur demande d'actions (ce qu'ils ne se faisaient pas faute d'effectuer dès que courait le bruit d'un échec possible de la souscription) incitaient les *promoters* à précipiter la répartition (2), pour pouvoir commencer les

(1) Il était d'une pratique courante de le fixer à £ 7, soit £ 1 par souscripteur, et de décider que ce montant serait la souscription minimum.

(2) L'article 39 § 4 maintient l'obligation pour la société de retourner les fonds aux souscripteurs si la répartition n'a pu avoir lieu dans les quarante jours suivant la date d'émission du prospectus.

opérations de la société, et être à même de vendre les actions qu'ils auraient eux-mêmes souscrites.

Plus le capital émis était faible et plus grandes étaient les chances de pouvoir réunir les souscriptions nécessaires, et procéder sans retard à la répartition ; quant au capital qui était effectivement nécessaire pour faire « tourner » la société, cette question était considérée comme secondaire : il fallait avant toutes choses rémunérer les concours qui avaient aidé à la constitution de la société et rembourser les premières dépenses. Il arrivait qu'ensuite, trop fréquemment, on était obligé de recourir à la liquidation, dans les plus mauvaises conditions.

Afin d'éviter le retour de pareilles manœuvres, l'article 39 prévoit qu'aucune répartition d'actions ne pourra être faite s'il n'a pas été souscrit « le montant mentionné dans le prospectus comme étant le montant qui, de l'avis des administrateurs, doit être émis de façon à couvrir les dépenses prévues dans la 1^{re} section, § 5, de l'annexe n° 4 ».

Ces frais d'établissement sont les suivants :

1° Le prix d'achat de tout bien acheté, ou à acheter, dont le règlement devra être en tout ou en partie fait au moyen du produit de l'émission ;

2° Toutes les dépenses préliminaires que la société aura à payer, ainsi que toute commission payable à toute personne s'engageant à souscrire, ou à procurer des souscriptions ;

3° Le remboursement de toutes sommes empruntées par la société pour faire face aux dépenses ci-dessus ;

4° Le fonds de roulement (*Working capital*).

La responsabilité de la fixation de ce montant minimum incombe aux administrateurs.

Dès que la société aura reçu de l'ensemble des souscripteurs, y compris les administrateurs, un montant total de souscriptions entièrement libérées correspondant au minimum prévu, elle pourra procéder à la répartition ; une fois cette répartition opérée, et avant de pouvoir commencer ses opérations, elle devra délivrer au *registrar* et faire enregistrer par lui une déclaration affirmant que les conditions imposées par la loi ont bien été remplies.

Le législateur espère avoir ainsi entouré du maximum de garanties la souscription et l'émission des actions nouvelles.

§ 2. — *Commissions et escomptes* (Emissions au-dessous du pair)

La seconde modification apportée par la loi de 1929, quant à la réalité du capital versé, se trouve dans la limitation du montant des commissions et dans l'autorisation d'émettre des actions « au-dessous du pair » (1); nous allons exposer ci-dessous les motifs de cette innovation.

(1) Nous traduisons ainsi l'expression anglaise « *issue of shares at a discount* » dont la traduction littérale est « émissions d'actions avec un escompte ».

Nous avons montré que l'*Act* de 1862 réalisa le type moderne de la société par actions ; cet *act* fut l'aboutissement d'une controverse qui dura plus d'un demi-siècle entre le Parlement et le monde des affaires.

Les capitalistes désireux de placer des fonds, se groupaient en vue de faire fructifier leurs capitaux dans une entreprise déterminée ; mais ils étaient responsables, sur tout leur avoir, des engagements contractés, en leurs noms, par leurs préposés, au cours de l'entreprise pour laquelle ils avaient mis des fonds en commun.

L'*Act* de 1862 autorisa donc la formation de sociétés dont la responsabilité des membres serait limitée à leur apport ; le capital des sociétés, formé de ces apports, devait être intégralement versé, soit à la constitution de la société, soit au cours de son existence, soit à sa liquidation si les créanciers ne se trouvaient pas intégralement remboursés.

Ces *Joint Stock Companies* prirent un développement considérable et la pratique se généralisa, afin de faciliter la diffusion de leur capital, de payer une commission aux courtiers qui plaçaient les titres dans le public ; le montant de cette commission était assez faible et ne dépassait guère 2 1/2 pour cent du montant versé.

Puis à la fin du siècle dernier, conformément à la tendance générale, spécialement développée en Angleterre, de s'assurer contre les risques de toute nature, les fondateurs d'une société cherchèrent à se garantir contre l'insuccès possible auprès du public du placement des titres

de la nouvelle company, de même que les sociétés déjà anciennes, dans le cas d'une émission d'actions nouvelles cherchèrent à éviter un échec toujours possible.

Cette assurance était d'autant plus nécessaire en Angleterre, que les sociétés ne font généralement des offres publiques qu'après leur incorporation ; or, s'il se produit un échec lors du placement des titres, les fondateurs n'ont que la ressource, ou d'augmenter leurs apports personnels, ou de liquider la société. De plus, les souscripteurs peuvent, à tout moment, retirer leur demande de titres, et risquent de provoquer, juste avant la clôture d'une émission, l'échec de l'opération.

On eut ainsi de plus en plus recours à des intermédiaires qui, jouant le rôle de garants ou d'assureurs, s'engageaient à souscrire ferme les actions qui n'auraient pas pu être placées. Il se créa même des maisons (*underwriting houses*), qui se spécialisèrent dans la garantie des émissions et placements.

Le taux de la commission de garantie oscillait habituellement entre 5 et 10 0/0 des fonds versés. Une formule courante attribuait 5 0/0 de commission de garantie avec une commission supplémentaire de 2 1/2 0/0 sur les titres souscrits ferme.

La question s'étant posée de savoir si ces paiements ne contrevenaient pas aux dispositions de la loi en diminuant le montant du capital appelé, les sociétés émettrices jugèrent prudent de laisser le montant des commissions dans une limite raisonnable, afin que les tribu-

naux, dont l'attention aurait été attirée par des taux excessifs, n'eussent pas à se prononcer sur le bien-fondé de ces usages. A l'occasion d'une loi votée en 1900 sur les sociétés, la validité de cette pratique fut reconnue et l'on autorisa formellement le paiement d'une « *underwriting commission* », mais toutefois sans en limiter le montant.

La loi générale de 1908 reprit ces dispositions dans son article 89 qui spécifia entre autres :

« Une société aura le droit de payer une commission
« à toute personne qui aura souscrit, ou qui se sera en-
« gagée à souscrire soit formellement, soit conditionnel-
« lement toutes actions de la société, ou qui a procuré,
« ou qui s'est engagée à procurer des souscriptions, soit
« formellement, soit conditionnellement, de toutes ac-
« tions de la société, si le paiement de la commission est
« autorisé par les statuts, si la commission ainsi payée ou
« convenue d'être payée ne dépasse pas le taux ainsi au-
« torisé et si le montant ou le pourcentage de la commis-
« sion payée ou convenue d'être payée ont été indiqués
« dans le prospectus ou dans la déclaration tenant lieu
« de prospectus ».

La seule garantie prévue par cette loi était donc que le paiement, ainsi que le montant maximum, de cette commission devaient être spécifiés dans les articles d'association et énoncés dans le prospectus. Ces dispositions se révélèrent à l'usage non seulement insuffisantes mais encore dangereuses car, forts de cette autorisation, les fondateurs prévoyaient toujours dans les articles d'as-

sociation l'autorisation de payer des commissions dont le maximum pouvait atteindre 100 0/0, ce qui était un défi non seulement à l'honnêteté mais au simple bon sens.

Sous le couvert de la commission de garantie naquit l'usage d'émettre en fait, par voie indirecte, des actions au-dessous du pair, moyennant la rétrocession aux souscripteurs, garants ou non, d'une soulté qu'il n'était pas rare de voir s'élever à 50 0/0 (quelquefois 75 0/0) du montant versé. Cette pratique violait un principe nettement établi du droit anglais, que les actionnaires d'une société sont responsables jusqu'à concurrence du montant nominal des actions qu'ils ont souscrites. Le paiement, et le paiement intégral, peut seul mettre fin à leur responsabilité (1).

Cette règle a jusqu'ici fait interdire l'émission d'actions avec escompte, c'est-à-dire une émission par laquelle les souscripteurs reçoivent des actions réputées entièrement libérées contre paiement d'une somme inférieure à la valeur nominale. Comme l'avait établi Lord Herschell dans une espèce souvent citée (2), « le capital peut se trouver diminué par des dépenses qui rentrent dans l'objet spécifié dans le memorandum. Une partie peut en être perdue au cours des opérations commerciales autorisées. Les personnes qui font confiance à la Société en sont averties ; elles en courent le risque. Mais j'estime

(1) Cf. art. 20 et 159 de la loi de 1929, et Lord Macnaghten dans *Oregum Case* (1892), X. C., 145.

(2) *Trevor v. Whitworth*, 12 App. Cas. 414, 1888.

que ces personnes ont le droit de s'attendre à ce que le capital ne soit pas diminué par des dépenses en dehors de ces limites, ou par *le remboursement de toute partie de ce capital aux actionnaires* ». L'escompte fait aux actionnaires diminue le montant du capital sur lequel les créanciers ont le droit de compter.

En réalité cette règle se trouvait déjà atteinte par le droit reconnu aux sociétés de payer une commission pour la souscription d'actions. Le résultat financier pour la société est le même que si les actions sont émises avec escompte. Mais du point de vue technique l'opération est parfaitement correcte : le montant des actions est versé intégralement par le souscripteur, et une commission, prélevée sur les fonds sociaux et rentrant dans les frais généraux, est payée pour services rendus.

Le Comité Wrenbury saisi de cette question estima que les usages avaient acquis droit de cité et qu'il fallait autoriser, tout en les réglementant, les émissions d'actions avec un escompte. Dans ses recommandations, il dit notamment que « le principe de l'intangibilité du capital a été tellement atteint, entre autres lorsque l'on a autorisé le paiement d'une commission aux souscripteurs, que l'on ne peut plus soutenir qu'il existe comme un principe fondamental. Il nous paraît prouvé que, du point de vue des affaires, l'émission d'actions avec escompte est désirable. Ce n'est pas une question de principe mais une concession à la pratique courante ».

Le Comité Greene reprit, tout en faisant certaines

réserves, les idées du précédent Comité. Il déclara qu'un puissant, mais non irrésistible, courant d'opinion, s'était déclaré en faveur de l'émission d'actions avec escompte ; que cependant, certains de ses membres pensaient que cette innovation ferait courir des risques contre lesquels il n'était pas aisé de se défendre, et qu'en particulier l'inflation du capital des sociétés risquait de donner de mauvais résultats au point de vue financier.

A l'encontre de cette façon de voir, d'autres membres du Comité estimèrent que le fait de ne pouvoir émettre des actions au-dessous du pair, était de nature à induire en erreur, étant donné que l'on peut émettre des actions d'apport qui sont remises, comme entièrement libérées, en représentation d'apports dont la valeur est incertaine et variable (exemple : les fonds de commerce, les brevets, etc...) ; si, au contraire, les émissions avec escompte étaient franchement autorisées, le public comprendrait qu'il ne doit s'attacher en aucune manière à la valeur nominale du titre pour avoir une idée de la valeur intrinsèque de l'action, et que celle-ci n'est rien d'autre qu'un titre représentant le droit à une certaine part dans les bénéfices et dans l'actif de la société. Pour la même raison certains membres du comité étaient enclins à recommander l'émission d'actions sans valeur nominale (1),

(1) Cette catégorie d'actions existe aux Etats-Unis et au Canada, et il a été fait ces dernières années un très grand usage par les sociétés de ces pays de la faculté qui leur était accordée d'émettre des actions sans valeur nominale.

Ces actions, qui figurent au bilan pour la somme versée par les action-

étant donné que si une action ne porte pas de valeur nominale, personne ne sera trompé quant à sa valeur par un montant imprimé sur le titre.

Le projet du Gouvernement, qui fut soumis aux députés siégeant en comité, stipulait qu'une société pourrait émettre des actions avec un escompte, sous les conditions suivantes :

a) ce genre d'émission ne pourra être fait que cinq années après la création de la société ;

b) s'il s'agit d'augmenter le nombre d'une catégorie d'actions déjà existante, le prix d'émission ne pourra pas être diminué de plus de 10 0/0 du prix coté des actions anciennes, ou de plus de 50 0/0 de la valeur nominale de ces actions ;

c) s'il s'agit d'une nouvelle catégorie d'actions, le prix d'émission ne pourra pas être diminué de plus de 20 0/0 de la valeur nominale de ces actions.

Diverses stipulations déterminaient, ou plutôt tentaient de déterminer, à quel moment et de quelle façon s'établirait le cours des actions anciennes. Cette clause fut violemment combattue et un long débat s'engagea sur le principe de l'émission d'actions au-dessous du pair, les uns défendant les principes traditionnels qu'ils estimaient

naires, ont droit à une certaine part dans les bénéfices et dans l'actif de la société, généralement après le paiement d'un intérêt fixe aux actions de préférence.

Le Comité Greene conseilla l'étude de cette innovation dans les pays où elle existait, mais n'en recommanda pas la création immédiate en Angleterre en raison des modifications profondes qu'elle entraînerait.

être le fondement rationnel des sociétés par actions, les autres traitant leurs adversaires de « vieux fossiles » et réclamant dans un régime de liberté salulaire, l'adaptation des anciennes règles aux formes du progrès économique.

Les représentants de la Chambre des Communes étant divisés sur cette question, le Gouvernement proposa une solution transactionnelle qui fut adoptée et devint l'article 47 de la nouvelle loi. Ce nouveau texte donnait d'une part satisfaction aux uns en ne fixant pas de limite à l'escompte et en ramenant à un an seulement le délai d'attente après la création de la société, aux autres en obligeant les sociétés à demander l'autorisation du tribunal chaque fois qu'elles se proposeraient d'émettre des actions au-dessous du pair.

Il est ainsi conçu :

I. — « Sous réserve des dispositions de cet article, les sociétés auront le droit d'émettre avec un escompte des actions d'une catégorie déjà existante, pourvu que :

a) cette émission soit autorisée par une résolution votée par une Assemblée générale de la société, et qu'elle soit ratifiée par le tribunal.

b) ladite résolution spécifie le montant maximum de l'escompte qui sera appliqué aux actions à émettre,

c) au moment de l'émission, une année au moins se soit écoulée depuis la date à laquelle la société fut autorisée à commencer ses opérations.

d) les actions à émettre avec un escompte soient émises au plus tard un mois après la ratification du tribunal, ou pendant le délai supplémentaire qui aura pu être accordé par le tribunal ».

II. — « Lorsqu'une société a fait voter une résolution autorisant une émission d'actions au-dessous du pair, elle peut demander au tribunal d'approuver cette émission. Le tribunal, s'il reconnaît, après examen, l'utilité d'une approbation de sa part, peut approuver l'émission et en arrêter les conditions ».

III. — Tout prospectus, relatif à l'émission d'actions qui est publié par la compagnie, après l'émission des actions, doit faire mention de l'escompte accordé sur les titres, ou du montant de cet escompte, qui n'aurait pas été amorti au moment de la publication du document en question.

Dans le cas où les dispositions de ce paragraphe ne seraient pas observées, la société et tout membre de la Direction de la société, responsables de cette inobservation, seront passibles d'une amende ».

Ajoutons que, parmi les indications que devra contenir le bilan dont la publication est dorénavant imposée aux sociétés, figure l'inscription de l'escompte avec lequel les actions ont été éventuellement émises.

Pour compléter ces nouvelles dispositions, et afin d'éviter que des actions ne soient émises avec escompte, sans les garanties prévues par la loi, c'est-à-dire en utilisant

le moyen du paiement d'une forte commission ristournée aux souscripteurs après leur versement, l'article 43, tout en reproduisant l'ancien article 89, y ajoute un nouveau et très important paragraphe stipulant que : le montant de la commission que la société a le droit, si ses articles d'association l'y autorisent, de payer à toute personne souscrivant, ou s'engageant à souscrire éventuellement ou non, *ne doit pas dépasser 10 0/0 du prix auquel les actions sont émises* (au cas où les articles d'association auraient prévu un pourcentage inférieur, la société devra s'y tenir).

Cette limitation du montant de la commission s'applique également lors de la constitution des sociétés, et le législateur a pensé mettre ainsi un frein aux rémunérations excessives, distribuées aux fondateurs sous le couvert des frais de constitution.

Les dispositions de l'article 89 de la loi de 1908 sont de plus maintenues quant à l'obligation de faire figurer le montant de la commission dans le prospectus, ou dans la déclaration en tenant lieu ; l'autorisation de payer des courtages aux intermédiaires procurant des souscripteurs est également maintenue (1).

(1) Au cours de la discussion parlementaire un amendement fut déposé par la minorité à l'effet d'interdire aux administrateurs d'une société de participer aux syndicats de garantie ; les auteurs de cet amendement estimaient que dans le cas de sociétés jouissant d'un crédit et d'une situation de premier ordre le paiement d'une forte commission était nettement abusif et que l'intérêt personnel pris par les administrateurs dans la garantie ne les incitait pas, sinon à faire des augmentations de capital

Enfin une amende de £ 25 maximum sanctionne les dispositions de cet article.

sans garantie, du moins à rechercher les conditions les plus avantageuses pour la société.

Cet amendement fut repoussé, la majorité estimant que le garant court un risque qui doit être rémunéré, et que d'autre part dans certains cas une société ne trouve pas d'autres et meilleurs garants que les administrateurs eux-mêmes.

DEUXIÈME PARTIE

Fonctionnement et administration

CHAPITRE PREMIER

Règles relatives au capital actions et obligations

Nous avons vu que l'*Act* de 1929, reprenant et complétant les lois antérieures, a minutieusement réglé la constitution des *companies*, et organisé autour de la formation de leur capital, un réseau de formalités de publicité particulièrement serré. En abordant maintenant l'étude du fonctionnement de la société, signalons tout de suite que la nouvelle loi, si elle apporte dans cette matière un certain nombre de retouches, ainsi que des dispositions neuves particulièrement importantes, n'a pas cherché à imposer aux sociétés un ensemble de règles destinées à organiser d'une manière uniforme leur fonctionnement et leur administration intérieure. Sur ces derniers points, la loi est, comme les précédentes, extrêmement sobre d'indications ; elle laisse en principe les sociétés libres de poser dans leurs articles d'association, les règles de leur fonctionnement.

§ 1^{er}. — *Emission d'actions privilégiées amortissables*

Le comité Greene avait recommandé la création d'actions d'un genre nouveau, dont la nature se rapprocherait de celles des obligations.

Il arrive en effet qu'au cours de la vie d'une société, celle-ci peut traverser des heures difficiles et se trouver dans la nécessité de chercher des disponibilités nouvelles. Si les actionnaires ne sont pas disposés à investir de nouveaux capitaux dans leur affaire, et si le concours de tiers prêteurs comme les Banques fait défaut, la société ne peut plus guère tenter que l'émission d'un emprunt obligataire (en supposant que la nature de son actif le permette). Mais devant les privilèges réservés sur l'actif d'une entreprise aux obligataires (dont la défense a été particulièrement étudiée en Angleterre), les sociétés voient d'un œil peu favorable cette hypothèque générale qui diminue leur propre crédit.

Aussi émettent-elles alors des actions privilégiées ayant droit seulement à un intérêt fixe, généralement assez élevé étant donné la limitation du droit aux bénéfices, et qui sera prélevé sur les bénéfices avant toute distribution aux actions ordinaires ; cet intérêt est presque toujours cumulatif (1).

Désireuses de pouvoir se libérer, lorsque des jours meil-

(1) Les actions de préférence de cette catégorie, très répandues en particulier en Amérique, sont considérées par les capitalistes, lorsqu'il s'agit de titres de sociétés de premier ordre, comme de véritables obligations.

leurs seraient revenus, de ce privilège sur leurs bénéfices, les sociétés demandèrent que fut prévue la possibilité d'émettre ces actions privilégiées, sous la forme d'actions dont le remboursement serait autorisé à partir d'une époque déterminée, au gré de la société, soit par prélèvement sur les bénéfices, soit sur le produit d'une émission d'actions nouvelles non privilégiées.

L'article 46 de la loi reconnaît à une société à responsabilité limitée par actions la faculté d'émettre, si ses articles d'association l'y autorisent, des actions privilégiées amortissables sous les conditions suivantes :

a) ces actions ne seront remboursables que sur le produit des bénéfices de la société, bénéfices qui autrement auraient été distribuables à titre de dividende, ou sur le produit d'une émission d'actions nouvelles effectuée en vue de ce remboursement ;

b) ces actions ne seront remboursables que si elles ont été entièrement libérées ;

c) quand ces actions seront destinées à être remboursées sur le produit des bénéfices, il sera transféré à un fonds de réserve appelé *fonds de réserve pour le rachat du capital*, une somme égale au montant des titres à racheter, et qui sera prélevée sur les bénéfices qui autrement auraient été distribuables à titre de dividende (en cas de réduction du capital d'une société en application des dispositions de la présente loi, ledit fonds de réserve pour le rachat sera considéré comme représentant un capital actions entièrement libéré) ;

d) quand ces actions sont remboursées avec une prime au moyen du produit d'une nouvelle émission, le montant de la prime devra être prélevé sur les bénéfices de la société (les actions nouvelles émises dans ces conditions seront dispensées du droit de timbre).

Les indications relatives aux actions de cette catégorie devront figurer au bilan de la société, avec mention de la date à partir de laquelle la société est en droit d'appeler ces actions au remboursement.

Ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, ce nouveau titre paraît d'une nature hybride et l'on peut se demander quel accueil réservera le public à ces actions qui, tout en venant en aide à la société à une période peut-être critique, ne jouiront pas d'une part des garanties attachées aux obligations, et d'autre part, se verront remboursées le jour où l'entreprise sera prospère, sans pouvoir participer comme les actions ordinaires aux résultats de cette prospérité.

§ 2. — *Interdiction aux sociétés de prêter
une assistance financière
pour l'achat de leurs propres actions*

C'est un principe bien établi en droit anglais qu'une société ne peut employer ses fonds à l'achat des actions représentant le capital social (1). Un rachat de

(1) Cf. *Palmer's Company Law*, 1929, p. 64 et les décisions citées.

cette nature opère une réduction du capital sans les formalités nécessaires.

Mais, ainsi que le fit remarquer la Commission Greene, certaines pratiques tournaient ce principe de la façon suivante (§ 30 et 31) :

« Un syndicat se forme en vue d'acheter aux actionnaires d'une société un paquet d'actions suffisant pour donner aux syndicataires le contrôle de cette société ; les capitaux nécessaires sont fournis au moyen d'un prêt à court terme consenti par une banque pour quelques jours ; les représentants du syndicat sont nommés administrateurs aux lieu et place de l'ancien conseil et, immédiatement, prêtent au syndicat (souvent sans garanties) les fonds nécessaires pour rembourser la banque. Ainsi la société fournit en fait l'argent nécessaire pour l'achat de ses propres actions. C'est un exemple typique, mais il y a évidemment bien d'autres modalités. Une pareille combinaison nous semble aller à l'encontre, sinon de la lettre, tout au moins de l'esprit de la règle qui interdit à une société le trafic de ses propres actions, et elle peut conduire aux abus les plus dangereux ».

Conformément à la « recommandation » de la commission, l'article 45 de la nouvelle loi stipule que :

« Une société ne pourra prêter d'assistance financière, soit directe, soit au moyen d'un prêt, d'une garantie, d'un gage ou autrement, en vue de l'achat, effectué ou à effectuer, des actions de ladite société par une personne quelconque ».

L'article ajoute que cette interdiction ne s'étend pas au prêt d'argent que fait couramment une société conformément à son objet, ni à la remise d'une somme à des *trustees* pour acquérir des actions entièrement libérées de la société au profit des employés de cette société, ni aux avances faites à des employés pour leur permettre d'acquérir des actions libérées de la société. Le montant total des sommes ainsi avancées devra, dans ces derniers cas, faire l'objet d'un poste spécial au bilan.

§ 3. — *Modifications apportées au capital*

Les dispositions de la nouvelle loi relatives à l'augmentation et à la modification dans la composition du capital social (art. 50 et s.), sont sensiblement celles de la loi de 1908 (1).

(1) A l'occasion de l'étude des dispositions relatives aux augmentations de capital, un amendement déposé au cours des débats parlementaires a mis en lumière les inconvénients du système anglais qui consiste à autoriser les sociétés à n'émettre qu'une tranche de leur capital nominal. En effet, le droit de timbre est dû sur le montant total du capital, versé ou non ; de la sorte, une société qui, au cours de son existence, n'émettra qu'une faible partie de son capital actions, aura cependant payé le droit de timbre sur son capital total.

De même en cas d'augmentation de capital, la loi ne prévoyant pas la possibilité pour une assemblée générale d'autoriser le conseil à augmenter le capital, quand il le juge utile, à concurrence d'un montant déterminé, le droit de timbre est perçu sur la nouvelle tranche d'actions dès que l'augmentation a été décidée par l'assemblée générale.

Étant donné que l'émission d'actions nouvelles, comportant un versement minimum, n'a parfois lieu que fort longtemps après l'augmentation du capital, l'amendement en question avait pour objet de reporter le paiement du droit de timbre à l'époque de l'émission de ces actions nouvelles,

Toutefois, elles ne régissent plus seulement les sociétés à responsabilité limitée par actions, mais également les sociétés à responsabilité limitée par garantie. De plus, les Conseils d'administration devront obligatoirement soumettre à l'agrément des assemblées générales d'actionnaires les projets d'augmentation de capital, de division, d'annulation des actions, etc... ; (en fait tous les articles d'association avaient adopté ce principe, et la loi n'a fait que le rendre obligatoire). Enfin, toutes les modifications devront être signalées au *registrar* dans un certain délai, sous peine d'amende.

En ce qui concerne plus spécialement les règles gouvernant la réduction du capital, elles ont été dans leur

Mais les conseillers juridiques s'émurent et ils firent observer qu'en adoptant ce nouveau principe, on ne pouvait le mettre en pratique que de l'une des deux façons suivantes, également funestes, soit :

a) En adoptant purement et simplement le texte de l'amendement, ce qui ferait courir le risque de voir des sociétés augmenter inconsiderément leur capital sans jamais émettre les actions nouvelles correspondant à cette augmentation, pensant ainsi accroître leur *standing*, tandis que ne pourrait se faire sentir l'action du frein qu'est le paiement du *stamp duty*, soit :

b) En ne votant pas cet amendement sous cette forme, mais au moyen d'une autorisation donnant aux actionnaires, réunis en assemblées générales, le droit d'autoriser leur conseil à augmenter en temps opportun le capital, en modifiant le capital fixé par le memorandum, ce qui porterait atteinte à l'une des règles fondamentales du statut des sociétés, de l'intangibilité de principe du memorandum (sauf dans les cas et suivant les modalités prévus par la loi.)

Effrayé de ces conséquences qu'il n'avait pas entrevues, l'auteur s'empressa de retirer son amendement.

La formule de la loi française sur les sociétés avec d'une part le jeu des assemblées d'autorisation et de vérification, et d'autre part, la règle du 1/4 versé sur tout le capital, paraît plus logique et plus souple à la fois,

ensemble reproduites dans la nouvelle loi. La conclusion de l'enquête du Comité Greene, à ce sujet, avait été que la loi et la pratique étaient entièrement satisfaisantes, sauf sur les points de détails suivants :

1° D'après l'article 48 de la loi de 1908, lors de la ratification par une société d'une résolution réduisant le capital social, la société devait, à partir de la présentation de la requête pour la ratification de la réduction, ajouter à son nom, jusqu'à telle date que le tribunal déciderait, les mots « et réduit » aux derniers mots de son nom social. Dans certains cas, le tribunal pouvait dispenser la société de cette addition à sa raison sociale.

Or, il est, paraît-il, apparu que cette prescription ne répondait pas à un besoin déterminé, tandis qu'elle nuisait au crédit de la société. Le paragraphe 2 de l'article 57 de la nouvelle loi n'a pas reproduit la règle énoncée dans la loi de 1908 ; il a seulement prévu que le tribunal pourrait, s'il le jugeait utile, ordonner que les mots « et réduit » soient ajoutés au nom de la société.

2° L'article 40 de la loi de 1908 prévoyait, pour une société, la possibilité de distribuer aux actionnaires des bénéfices accumulés, à titre de remboursement du capital versé. Le montant libéré du capital social se trouvait ainsi diminué de cette somme, mais le montant du capital non libéré de la société devait être automatiquement augmenté d'une somme égale, de façon à ne pas diminuer la garantie des tiers. Les actionnaires avaient d'ailleurs la possibilité de laisser ces fonds en dépôt à la société, sous

certaines conditions, et la société, lors des appels, prélève sur ces fonds les sommes nécessaires.

Les auteurs ayant vivement combattu cette disposition comme « absurde et impossible à comprendre », et les sociétés n'ayant pas tiré parti de cette autorisation que pour chercher à éviter le paiement de droits fiscaux, la suppression de cet article fut demandée et obtenue.

3° Dans des cas déterminés le tribunal est dispensé de l'obligation d'obtenir l'acquiescement de certains créanciers.

§ 4. — *Modification des droits attaches à une catégorie d'actions*

Pour assurer le principe de la limitation de la responsabilité des actionnaires au montant des actions qu'ils se sont engagés à souscrire, la nouvelle loi prévoit dans son article 22 :

« Nonobstant toute disposition du memorandum ou des articles d'association d'une société, aucun actionnaire ne pourra être tenu, à la suite d'une modification apportée à ce memorandum ou à ces articles après son entrée dans la société, de souscrire plus d'actions qu'il n'en possédait avant la modification et ne pourra voir son engagement de contribuer au capital ou de verser de l'argent à la société, augmenté ; il en sera autrement lorsque l'actionnaire aura accepté par écrit, avant ou après la modification, à s'y conformer ».

En dehors de cette disposition générale, visant tout actionnaire d'une société, la nouvelle loi prévoit des garanties particulières d'un grand intérêt, dans le cas de modifications apportées aux droits d'une catégorie particulière d'actions. En effet, les statuts des sociétés prévoient souvent la modification possible des droits attachés à une catégorie d'actions, moyennant sa ratification par les actionnaires de la catégorie visée.

Les sociétés ont souvent fait usage de la faculté qui leur était ainsi reconnue. Ayant émis pendant, ou juste après la guerre, des actions de préférence assurant à leurs porteurs des dividendes élevés, elles se trouvèrent souvent dans l'impossibilité par la suite de faire face à leurs obligations. Aussi ont-elles souvent demandé à ces actionnaires de consentir certains sacrifices dans l'intérêt supérieur de la société.

Mais cette pratique, fort licite en soi, a donné lieu à certains abus : souvent la majorité des actionnaires d'une catégorie, dont on voulait ainsi diminuer les droits, ne consentaient à l'opération que parce qu'ils étaient également détenteurs d'actions d'une autre catégorie (actions ordinaires), et trouvaient à ce titre une compensation à la réduction de leurs droits. Il était évident que l'opération se faisait au détriment de la minorité de la catégorie visée, qui ne détenait pas d'actions de l'autre catégorie. Il y avait là, pour un juriste continental, détournement, par la majorité de la catégorie visée, d'un pouvoir qui ne lui était reconnu que dans l'intérêt supérieur et exclusif de la catégorie.

Pour remédier aux abus possibles la Commission Greene jugea préférable de ne pas apporter de restrictions au jeu des clauses prévoyant la modification des droits attachés aux diverses catégories d'actions ; elle se contenta de préconiser un contrôle judiciaire, s'exerçant sous certaines conditions. Cette « recommandation » est devenue l'article 61 de la nouvelle loi :

« 1^o Si les articles ou le memorandum d'une société dont le capital est divisé en différentes catégories d'actions prévoient la possibilité de modifier les droits attachés à une catégorie d'actions avec le consentement d'une certaine proportion de leurs détenteurs, ou moyennant l'autorisation accordée par une résolution d'une assemblée spéciale des porteurs de cette catégorie, et qu'usant de cette faculté on modifie les droits attachés à une catégorie d'actions, les porteurs d'au moins 15 0/0 du total des actions de cette catégorie qui n'auront pas donné leur consentement ou voté cette résolution, pourront s'adresser au tribunal pour lui demander l'annulation de la modification ; s'ils usent de ce droit, la modification ne produira d'effet que si elle est confirmée par le tribunal, et à cette date seulement ».

« 2^o La demande devra être faite dans les sept jours qui suivront la date à laquelle le consentement a été donné ou la résolution votée ; les porteurs intéressés pourront, pour ce faire, mandater par écrit un ou plusieurs des leurs.

« 3^o Le tribunal, après avoir entendu le demandeur et

toute personne intéressée à la requête qui demandera à être entendue, ayant égard à toutes les circonstances de la cause, pourra, s'il est prouvé que la modification porte injustement préjudice aux porteurs de la classe représentée par le demandeur, annuler cette modification, ou dans le cas contraire, la confirmer... ».

§ 5. — *De la faculté de rétablir
des obligations amorties*

L'article 104 de la loi de 1908 reconnaissait aux sociétés le droit de rétablir des obligations antérieurement amorties, pourvu qu'une disposition contraire ne figurât pas dans les articles d'association ou le contrat d'émission, et que la société ne se fût pas engagée envers d'autres que les obligataires à amortir définitivement les obligations. Dans le cas d'une pareille réémission, les droits et préférences des nouvelles obligations étaient les mêmes que ceux prévus dans l'émission primitive.

Toutefois, une grande difficulté d'interprétation était née du texte de la loi : l'article 104 subordonnait en effet, la faculté qu'il établissait, à une *manifestation de volonté* de la part de la société, lors de l'amortissement des obligations, de les maintenir en existence en vue d'une réémission possible (*to keep the debentures alive for the purposes of re-issue*).

Que fallait-il entendre par cette *manifestation de volonté* ? Aucun doute n'était possible quand l'assemblée

générale de la société avait expressément décidé le maintien de ces obligations et leur transfert au nom d'un administrateur, à titre de « *trustee* » pour le compte de la société. Mais le plus souvent, la société n'ayant pas songé à la possibilité d'une réémission lors de l'amortissement, elle n'avait manifesté à ce moment-là aucune intention ; il était donc fort douteux qu'elle pût bénéficier de la faculté reconnue par l'article 104.

La réforme de la loi de 1929 a consisté à supprimer cette nécessité d'une manifestation de volonté de la part de la société. Dans tous les cas, elle pourra procéder à une réémission (article 75) pourvu qu'aucune disposition contraire ne figure dans les articles d'association ou dans un contrat passé par la société, et que cette dernière n'ait pas manifesté par une résolution, ou autrement, son intention d'éteindre définitivement les obligations.

Le paragraphe 6 de l'article 75 contient une disposition transitoire intéressante, destinée à sauvegarder les droits acquis par des tiers en vertu de la loi de 1908 :

« Quand des obligations, amorties avant la mise en vigueur de la présente loi, sont émises à nouveau postérieurement à cette date, la réémission ne pourra préjudicier aux droits et priorités dont bénéficierait toute personne par suite d'un gage ou d'une hypothèque accordé antérieurement à la présente loi et qui lui serait acquis, si l'article 104 de la loi de 1908 avait été maintenu en vigueur ».

CHAPITRE II

Administrateurs et assemblées générales

§ 1^{er}. — *Nouvelles dispositions concernant les administrateurs*

En droit anglais, comme dans notre législation, une société, personne morale, ne peut agir que par l'intermédiaire de ses représentants ; ce sont en fait ses administrateurs (*directors*). Les principes généraux du droit concernant la représentation trouvent ici leur application, et les actes des administrateurs n'obligent en principe que la société et non pas ces derniers.

La loi anglaise étant, ainsi que nous l'avons dit plus haut, extrêmement sobre d'indications relativement au fonctionnement des sociétés, ce sont les articles d'association qui fixent avec une liberté absolue le mode de désignation et de remplacement, les attributions et la rétribution des administrateurs. Il s'ensuit que l'organisation de la direction et les conséquences juridiques qui en découlent varient à l'infini d'une société à l'autre.

Les conséquences de cette absence de réglementation sur ce point particulier, n'ont pas manqué de se faire sentir, et bien des administrateurs ont cherché à retirer per-

sonnellement le maximum de profit de leurs situations plus ou moins prépondérantes au sein des sociétés.

Il n'est donc pas étonnant que la loi de 1929 soit venue apporter, en même temps que quelques dispositions de détail (1), un certain nombre de modifications importantes à cette matière de l'administration des sociétés. Ces changements sont tous inspirés par le souci de renforcer les obligations des administrateurs, ainsi que le contrôle des actionnaires, au moyen d'une publicité suffisante de tout ce qui les concerne.

On peut classer ces obligations sous les principaux chefs suivants :

a) Registre des administrateurs et directeurs.

b) Publicité des prêts faits par les sociétés, à leurs administrateurs, de leur rétribution, ou des indemnités pour cessation de fonctions.

c) Déclaration par les administrateurs de leur intérêt personnel dans les contrats de la société.

(1) Le nombre minimum des administrateurs dans une *public company* a été fixé dorénavant à deux, les *private companies* demeurant libres de ne désigner qu'un seul administrateur ou gérant (art. 139).

Un autre article (n° 140) dispose que non seulement les prospectus d'une société devront mentionner l'enregistrement, comme auparavant, de l'acceptation écrite des nouveaux administrateurs et la constitution de leur cautionnement, mais les prospectus relatifs à une société en formation devront également porter ces mêmes indications.

De cette façon, on ne pourra plus jouer du nom de personnalités dont l'acceptation du poste d'administrateur n'a pas été formellement obtenue.

Enfin les cautionnements seront dorénavant obligatoirement constitués par des titres nominatifs.

d) Nullité des clauses exonérant les administrateurs de leur responsabilité.

e) Interdiction aux administrateurs de désigner leur successeur.

f) Interdiction aux faillis non déchargés de devenir administrateurs.

Il est indispensable d'ajouter que si la nouvelle loi impose des obligations très strictes aux administrateurs et préposés des sociétés, elle prévoit dans son article 372 certaines mesures qui viendront assouplir singulièrement le jeu des sanctions ; voici la traduction de cet article :

« 1^o Si dans une action intentée pour négligence, faute, *breach of duty* ou *breach of trust* contre l'une des personnes visées par le présent article, il apparaît au tribunal que cette personne est ou peut être déclarée responsable par suite de négligence, faute, *breach of duty* ou *breach of trust*, mais qu'elle a agi de bonne foi et de manière normale, et que, étant donné les circonstances de la cause, on doit l'excuser en bonne justice pour ces faits, le tribunal pourra l'exonérer de sa responsabilité pour le tout ou en partie, et de la manière qui lui paraîtra convenable.

« 2^o Quand une personne rentre dans la catégorie visée par le présent article, avant qu'une action ne soit intentée contre elle pour négligence, faute, *breach of duty* ou *breach of promise*, elle peut s'adresser au tribunal pour demander à être déchargée, et le tribunal aura pouvoir de

la tenir pour quitte, comme si une action avait été intentée contre elle pour l'un des motifs prévus.

« 3° Quand une action à laquelle s'applique le présent article est intentée devant un juge assisté d'un jury, le juge pourra après les dépositions, et s'il estime que le défendeur doit être tenu pour quitte pour le tout ou en partie, de la responsabilité que l'action a pour but de lui imposer, retirer complètement ou en partie l'affaire au jury, et ordonner qu'un jugement soit rendu au profit du défendeur, avec attribution des dépens comme il le jugera à propos.

« 4° Les personnes auxquelles s'appliquent le présent article sont :

- a) les administrateurs d'une société,
 - b) les directeurs,
 - c) les préposés de la société,
 - d) les personnes nommées par la société comme commissaires aux comptes, qu'elles soient ou non des préposés de la société ».
-

A. — *Registre des administrateurs et directeurs.* — D'après l'article 75 de la loi de 1908, chaque *company* devait tenir à son siège social un registre contenant les noms, adresses et fonctions de ses administrateurs ou directeurs ; elle était tenue d'en envoyer copie au *registrar* et de lui notifier de temps à autre les modifications survenues. L'article 144 de la nouvelle loi ajoute aux

mentions que doit contenir ce registre les indications complémentaires suivantes : non seulement le prénom actuel des administrateurs ou directeurs, mais tout ancien nom ou prénom (1), leur nationalité (et si elle n'est pas la nationalité d'origine celle-ci doit être indiquée), leur *business occupation* et, s'ils n'en ont pas, mais occupent un ou plusieurs postes d'administrateur, le registre doit contenir des indications sur ces fonctions. Si une société est administrateur, sur le registre sera porté le nom de la société et son siège social.

Une copie de ces inscriptions ainsi que des modifications qui pourraient y être apportées dans la suite, devront être remises au *registrar* dans les quatorze jours suivants soit, les nominations d'administrateurs ou directeurs, soit la date des changements intervenus.

Enfin, il est prévu que tout actionnaire pourra consulter gratuitement ce registre, au moins pendant deux heures par jour ; la même faculté est donnée à toute autre personne, moyennant le versement d'une somme maximum de un *shilling*. En cas de refus de communiquer de la part de la société, le tribunal pourra lui infliger une amende ainsi qu'à tout préposé de la société, et il pourra ordonner que communication du registre soit immédiatement donnée.

B. — *Publicité des prêts faits par les sociétés à leurs administrateurs, de leur rétribution, ou des indemnités*

(1) Cette disposition vise particulièrement les annoblis.

pour cessation de fonctions. — Nous verrons au chapitre suivant que les sociétés sont dorénavant tenues de présenter leurs comptes annuels aux assemblées générales d'actionnaires dans la forme prescrite par la loi ; parmi les nouvelles indications que doivent contenir ces comptes se trouvent, d'après l'article 128 :

a) Le montant des prêts consentis, par la société ou par toute autre personne à laquelle la société aura donné sa garantie, à tout administrateur ou préposé de la société pendant l'exercice auquel se réfèrent les comptes, même si ces emprunts ont été remboursés au cours dudit exercice ;

b) Le montant des prêts ainsi consentis à un directeur ou à un préposé de la société, antérieurement à cet exercice, et non remboursés à la fin de l'exercice ;

c) Le montant total des sommes payées aux administrateurs en rémunération de leurs services, comprenant tous traitements, tantièmes ou autres émoluments, qui leur sont payés ou dus par la société ou par ses filiales.

Mais il est spécifié d'une part que les dispositions des paragraphes a) et b) ci-dessus ne s'appliqueront pas :

1° Au prêt fait, dans les conditions courantes, par une société qui fait du prêt d'argent une de ses opérations habituelles ;

2° Au prêt accordé par la société à l'un quelconque de ses agents, si le prêt n'excède pas 2.000 livres et si les administrateurs certifient qu'il a été consenti conformé-

ment à une règle adoptée, ou sur le point d'être adoptée, par la société concernant les prêts à ses employés.

D'autre part les dispositions du paragraphe c), concernant la rémunération des administrateurs, ne concernent pas les émoluments de l'administrateur-délégué, ni ceux des administrateurs occupant à la société une fonction rémunérée, sauf pour les jetons qu'ils perçoivent à titre d'administrateurs.

A première vue ces dispositions apparaissent comme étant de nature à assurer aux actionnaires un contrôle étroit sur les sommes reçues par les administrateurs, mais en vérité leur efficacité se trouve sérieusement affaiblie, par la liberté laissée aux sociétés de ne pas inclure dans la somme dont le montant est communiqué aux actionnaires, la rémunération de l'administrateur-délégué ainsi que les traitements alloués à certains administrateurs.

Aussi est-ce sans doute pour cette raison que les auteurs de la loi ont ajouté un article (n° 148) stipulant que, sur la demande écrite d'actionnaires réunissant le quart des voix aux assemblées, les administrateurs fourniront aux actionnaires un état, certifié exact par les commissaires aux comptes, indiquant pour chacune des trois dernières années le montant total, sans aucune discrimination, des sommes reçues par les administrateurs au titre de la société ou de ses filiales. Cette garantie supplémentaire est, elle aussi, affaiblie par le droit, reconnu à la société, de ne pas accueillir la demande des

actionnaires si une assemblée générale en décide ainsi dans le mois suivant le dépôt de la demande.

Enfin, d'après l'article 150 (qui est également entièrement nouveau), un administrateur ne peut être indemnisé en raison de la suppression de son poste en conséquence de la cession, de tout ou partie, de l'actif de la société, qu'à condition d'envoyer aux actionnaires des explications sur l'indemnité proposée ainsi que sur son montant, et d'obtenir l'approbation des actionnaires. De plus si cette demande d'indemnité est présentée à l'occasion d'une proposition d'achat, faite par un tiers à l'ensemble des actionnaires, de tout ou partie de leurs actions, l'administrateur intéressé devra s'assurer que les actionnaires ont eu connaissance de la façon dont son indemnité est prise en charge (1).

C. — *Déclaration par les administrateurs de leur intérêt personnel dans les contrats de la société.* — D'après les règles du droit anglais, un administrateur, considéré dans une certaine mesure comme un *trustee* (2), ne peut pas, en principe, contracter avec la société qu'il gère ; il ne peut contracter que pour compte de la société, et n'a

(1) Cette dernière disposition est destinée à dévoiler aux actionnaires une combinaison à laquelle certains administrateurs ont eu, paraît-il, parfois recours en Angleterre ; ils annonçaient aux actionnaires que tel groupe était disposé à acheter pour le compte des administrateurs, les actions de la société à £ 5, 7 s., mais ils se gardaient d'ajouter que ledit groupe payait les actions £ 6, aux administrateurs, qui prélevaient la différence à titre d'indemnité pour perte d'emploi.

(2) Cf. *Palmer's Company Law*, 1929, p. 198.

pas les pouvoirs, sauf dispositions expresses des statuts, de passer un contrat dans lequel il a personnellement un intérêt. La plupart du temps les administrateurs sont habilités à cet effet par les statuts, sous certaines conditions, dont la plus usuelle est la suivante : l'administrateur intéressé devra déclarer au Conseil d'administration son intérêt personnel, et n'aura pas le droit de voter lors de la discussion du contrat.

Le nouvel article 149 a rendu obligatoire, pour les administrateurs, la déclaration au Conseil d'administration de tout intérêt direct ou indirect dans un contrat, ou un projet de contrat à conclure par la société, mais n'a pas interdit à l'administrateur intéressé de participer au vote.

Il en résulte qu'en somme il est fait confiance aux administrateurs sur cette question délicate, et cette solution est en harmonie avec le principe de bonne foi qui est la base même du mandat tel que le comprennent nos voisins d'outre-Manche. Une amende, qui pourra atteindre £ 100, sanctionne ladite obligation, sans préjudice des poursuites qui pourraient être exercées de ce chef.

D. — *Nullité des clauses exonérant les administrateurs de leur responsabilité.* — Il était d'un usage courant d'insérer dans les statuts une disposition exonérant les administrateurs de toute responsabilité, sauf en cas de négligence volontaire ou de faute grave, et même parfois seu-

lement sauf en cas de fraude. De telle sorte que des administrateurs, nommés simplement pour donner à une société une apparence de respectabilité, ne suivaient pas les affaires de la société et se trouvaient dans la suite impliqués dans des poursuites à l'occasion de délits commis par leurs collègues dans l'administration de la société (1).

Il a paru au législateur peu souhaitable de laisser ainsi les statuts porter atteinte aux principes généraux du droit sur la faute, le *breach of duty* et le *breach of trust*.

L'article 152 dispose de manière très générale :

« Sera nulle toute disposition figurant, soit dans les statuts, soit dans un contrat passé avec la société ou autrement, exonérant tout administrateur, directeur, ou préposé de la société, ou toute personne (agent ou non de la société) employé par la société comme commissaire aux comptes, d'une responsabilité qui, en vertu d'une règle légale quelconque, pèserait sur lui par suite de sa négligence, faute, *breach of duty* ou *breach of trust*, envers la société.

« Toutefois :

« a) Le présent article n'aura d'effet, à l'égard de toute autre disposition en vigueur lors de la mise à exécution de la présente loi, qu'à l'expiration d'un délai de six mois ;

« b) Le présent article ne saurait priver quiconque, soit de l'exonération, soit du droit à indemnité prévus

(1) V. City Equitable case 1925, Ch. 492-498.

par les statuts de la société, en conséquence d'un acte ou d'une omission de sa part, commis à l'époque où était applicable cette disposition desdits statuts.

« c) Nonobstant les dispositions du présent article, une société peut en vertu d'une disposition de ses statuts, indemniser un administrateur, directeur, préposé ou commissaire aux comptes pour toute responsabilité encourue par lui dans une action, civile ou criminelle, soit lorsque le jugement a été rendu en sa faveur, soit s'il a été acquitté, ou tenu pour quitte par le tribunal, par suite du jeu de l'article 372 de la présente loi » (1).

E. — *Interdiction aux administrateurs de désigner leur successeur.* — Etant donné la liberté complète laissée aux promoteurs de rédiger les statuts suivant leur fantaisie, les statuts des *private companies* accordaient très souvent au *governing director* le pouvoir de désigner son successeur, ou le droit de céder à un tiers, en le monnayant, son poste d'administrateur gérant.

Il est évident qu'il était enclin à choisir comme remplaçant, non le plus qualifié, mais celui qui offrait le meilleur prix, combinaison éminemment préjudiciable à l'intérêt de la société.

D'après l'article 151 :

« Si une disposition insérée dans les statuts ou dans une convention passée entre la société et une autre personne

(1) V. *supra*, p. 85.

donne pouvoir à un administrateur ou à un directeur de désigner son successeur, toute désignation ainsi faite ne pourra produire d'effet, nonobstant toute stipulation contraire, tant qu'elle n'aura pas été approuvée par une « résolution spéciale » de la société ».

Cette réglementation particulière est considérée par les premiers commentateurs de la loi comme ayant un caractère draconien, et de nature à léser les intérêts de ceux auxquels ce droit de désignation était reconnu par les statuts, et qui avaient pu acquérir leur poste dans ces mêmes conditions. De plus, alors que l'approbation du choix de leur successeur est soumise à une résolution spéciale, ce dernier n'aura besoin pour son élection que de la majorité requise pour résolution ordinaire.

F. — *Interdiction aux faillis non déchargés de devenir administrateurs.* — Sous l'empire de la loi de 1908, aucune disposition n'interdisait à un failli non déchargé de faire des affaires au nom de la société qu'il administrait. C'était ainsi un moyen facile d'empêcher les tiers de se rendre compte qu'ils traitaient avec un failli.

D'après le nouvel article 142, un failli non déchargé ne peut être administrateur d'une société, ni prendre une part quelconque, directement ou indirectement, à sa direction, sans l'autorisation du tribunal qui l'a déclaré en faillite. Toute personne contrevenant à cette disposition de la loi sera passible d'une peine de deux ans de prison et d'une amende de £ 500.

§ 2. — *Assemblées générales : résolutions
extraordinaires et spéciales*

L'assemblée générale des actionnaires de la société, dont les délibérations sont basées sur le principe majoritaire (1), constitue comme en droit français le pouvoir dirigeant de la société. On doit la réunir après la constitution de la société (*statutory meeting*) (correspondant à notre assemblée constitutive), et par la suite elle doit être tenue au moins une fois l'an (*annual general meeting*); enfin c'est également à elle qu'il faut s'adresser pour toutes les opérations importantes au cours de la société.

La nouvelle loi, qui laisse toujours une grande latitude aux statuts pour l'organisation et le fonctionnement des assemblées générales, n'apporte guère de modifications importantes que sur la question des « résolutions extraordinaires et spéciales » (2).

(1) « C'est un principe capital du droit des sociétés que la majorité des membres d'une société a le droit d'exercer les pouvoirs du groupe et de diriger ses opérations » (Palmer's Company Law 1929, p. 253).

Cependant, cette règle ne s'applique que si les statuts n'ont pas prévu de dispositions contraires (les actions à vote plural ne sont pas interdites en Angleterre); le droit de vote peut en effet être limité de différentes manières (une action de 1 shilling peut avoir le même nombre de voix qu'une action privilégiée d'une livre sterling), et même supprimé pour certaines catégories d'actions.

La question des différentes limitations du droit de vote fut discutée par le Comité Greene qui fut d'avis que les clauses de suppression ou de limitation du droit de vote étaient normales.

(2) Il faut toutefois signaler que désormais (art. 119) une résolution adoptée par une assemblée générale ou spéciale d'actionnaires, ou par le Conseil d'administration à la suite d'un ajournement, sera censée avoir

A. — *Résolutions spéciales et extraordinaires.* — Il existe en droit anglais une distinction juridique importante entre les différentes catégories de *résolutions*, c'est-à-dire de décisions que peut prendre ou ratifier une assemblée générale d'actionnaires.

Les principales sont :

1^o Les résolutions ordinaires, ne requérant qu'une simple majorité de votants ;

2^o Les résolutions qui, d'après des dispositions particulières propres aux statuts d'une société, ne peuvent être votées qu'à une certaine majorité d'actionnaires ;

3^o Les résolutions extraordinaires ;

4^o Les résolutions sociales.

La définition de la résolution extraordinaire nous est donnée par le nouvel article 117, paragraphe 1 : « une résolution est dite extraordinaire quand elle est adoptée par au moins les trois quarts des actionnaires qui, ayant droit de vote, votent en personne, ou par mandataire quand le vote par mandataire est autorisé, à une assemblée générale dont avis, spécifiant l'intention de soumettre la résolution extraordinaire, a été dûment donné ».

L'ancien article 69 de la loi de 1908 exigeait une majo-

été adoptée à sa date véritable, et non comme auparavant lors de la première assemblée ou réunion ajournée.

Par ailleurs, le droit de convocation d'une assemblée générale extraordinaire qui pouvait être exercé par des actionnaires représentant 1/10^e du capital émis de la société, est étendu aux sociétés n'ayant pas de capital-actions, dont les actionnaires devront grouper au moins un dixième des droits de vote (art. 114).

rité des trois quarts des actionnaires *présents*, et non pas comme maintenant des trois quarts des actionnaires *volants*. Cette modification atteint également les résolutions spéciales puisque celles-ci, nous allons le voir, sont désormais adoptées dans les mêmes formes que les résolutions extraordinaires.

La résolution spéciale joue un rôle essentiel dans la vie des sociétés anglaises. Elle est nécessaire par exemple pour modifier l'objet d'une société ou les dispositions de ses statuts, changer sa raison sociale, réduire son capital, la mettre en liquidation volontaire, etc... Elle se différencie de la résolution extraordinaire par l'obligation de faire confirmer la résolution adoptée par l'assemblée générale à la majorité des trois quarts, par une seconde assemblée, tenue ultérieurement, et votant à la majorité simple.

On comprend mal les raisons de cette procédure étant donné que si la minorité se trouve renforcée à la seconde assemblée, l'abaissement de la majorité requise rend le rejet fort improbable. En fait, la seconde assemblée était devenue de pure forme et adoptait toujours la résolution votée à la première assemblée ; aussi lui reprochait-on d'être la cause de retards et de frais inutiles.

La nouvelle loi simplifie considérablement les formes de la résolution spéciale en supprimant l'obligation de faire confirmer la résolution par une seconde assemblée générale.

Désormais (article 117, § 2) :

« Une résolution est dite spéciale quand elle est adoptée, par la majorité requise pour une résolution extraordinaire, à une assemblée générale dont avis, spécifiant l'intention de soumettre la résolution spéciale, a été dûment donné au moins vingt et un jours à l'avance.

Toutefois, si tous les actionnaires ayant le droit d'assister et de voter à cette assemblée en conviennent, une résolution pourra être proposée et adoptée comme résolution spéciale à une assemblée dont avis n'aura pas été donné vingt et un jours à l'avance ».

Il résulte de la modification apportée par la nouvelle loi que désormais une seule différence distingue la résolution spéciale de la résolution extraordinaire : la nécessité de donner avis vingt et un jours à l'avance de l'assemblée générale qui doit délibérer sur une résolution spéciale (1).

B. — *Enregistrement des résolutions.* — Dans les quinze jours qui suivront l'adoption des résolutions extraordinaires et spéciales, une copie imprimée devra en être envoyée sous peine d'amende au *registrar* aux fins d'inscription (art. 118). A ces deux catégories de résolutions, déjà prévues par l'article 70 de la loi de 1908, l'article 118 ajoute, comme étant soumises aux mêmes formalités :

1^o Les résolutions ayant rallié l'unanimité des action-

(1) D'après l'article 115 § 1^{er} a) à défaut de dispositions expresses des statuts, « toute assemblée générale d'une société, autre qu'une assemblée ayant pour objet l'adoption d'une résolution spéciale peut être convoquée après avis donné par écrit sept jours à l'avance ».

naires, et qui, sans ce consentement, n'auraient pu avoir d'effet si elles n'avaient pas été adoptées selon la procédure des résolutions extraordinaires ou spéciales (1) ;

2° Les résolutions ou décisions ayant rallié l'unanimité des actionnaires d'une catégorie d'actions, et qui sans ce consentement n'auraient pu avoir d'effet si elles n'avaient pas été adoptées à une certaine majorité ou selon certaines formes, ainsi que toutes les résolutions ou décisions qui lient tous les actionnaires d'une catégorie sans qu'ils y aient consenti ;

3° Les résolutions ayant pour objet la mise en liquidation volontaire de la société, conformément à l'article 225, § 1 a) de cette loi.

Il existe encore une autre forme de publicité des débats des assemblées générales : un registre, comprenant les minutes des assemblées générales, est tenu, comme auparavant, au siège social (art. 120) ; tout actionnaire pourra désormais en prendre connaissance et s'en faire délivrer copie (art. 121).

(1) Cf. *Express Engineering Company* (1921, 1^{re} Ch., 466).

CHAPITRE III

Publicité des opérations sociales

Nous avons groupé sous ce titre les innovations caractéristiques dans le domaine de la publicité, intéressant non seulement les actionnaires, mais les créanciers d'une société et les tiers en général.

Une fois de plus le législateur a voulu que la liberté laissée aux administrateurs et actionnaires, ne soit pas exploitée, au détriment de ceux qui ont le droit de connaître la situation exacte de la société ; nous verrons qu'en ce qui concerne notamment les comptes annuels des *public companies* nos voisins d'outre-Manche n'ont plus rien à nous envier ; bien au contraire, nous pourrions faire notre profit de certains des perfectionnements qu'ils ont, à cet égard, apportés à la publicité des opérations sociales.

§ 1. — *Tenue des registres et transferts*

A. — *Registre des actionnaires.* — Le fait que la presque totalité des titres des sociétés anglaises sont nominatifs, donne, à leurs registres d'actionnaires et d'obligataires, une importance toute particulière.

D'après les termes de l'article 25 de la loi de 1908, toute

société était dans l'obligation de tenir, sur un ou plusieurs livres, un registre de ses membres indiquant :

a) Le nom, l'adresse, la profession de chaque membre, l'indication des actions qu'il détient, en distinguant chaque action par son numéro et le montant de sa libération ;

b) La date de l'inscription et celle de la radiation.

Si l'on songe aux mouvements qui se produisent chaque jour à la Bourse sur les titres d'une société, dont le capital peut être divisé en plusieurs centaines de milliers d'actions toutes nominatives, on reste confondu à l'idée du travail matériel que représentent les transferts journaliers, et l'on réalise difficilement le mode pratique de l'inscription chronologique des achats et ventes, ainsi que celui de la tenue de répertoires à jour. Aussi comprend-on que certaines sociétés aient essayé de faire admettre l'usage de fiches ou de registres, à feuillets amovibles, permettant de classer par ordre alphabétique les actionnaires ; mais cette innovation fut jugée contraire à l'esprit de la loi et de nature à rendre plus facile la fraude.

La nouvelle loi a adopté un compromis sous la forme suivante (art. 95 et 96) :

1^o La tenue du registre des transferts, qui devra comporter une reliure fixe comme un véritable livre, est toujours obligatoire ;

2^o Au cas où le registre ne serait pas en lui-même un index alphabétique (ce qui devient pratiquement im-

possible lorsque les actionnaires sont trop nombreux), la société devra également tenir à jour un index alphabétique, qui pourra avoir la forme d'un index cartonné à feuillets mobiles. Cet index devra, comme le registre, porter la mention des transferts survenus, dans les quatorze jours suivant la notification de la cession.

B. *Registres des obligataires*. — L'article 73 maintient aux obligataires et actionnaires le droit de consulter le registre des obligataires, sous certaines réserves édictées pour des raisons de commodité. De plus la nouvelle loi leur reconnaît le droit de demander une copie de ce registre, à raison d'un droit de six pence, à titre d'indemnité pour le travail de copie.

C. *Transferts*. — a) *Interdiction des transferts verbaux*. — Art. 63. — « Nonobstant toute disposition contenue dans les articles de la société, il est interdit à une société d'enregistrer un transfert d'actions ou d'obligations, si un acte de transfert régulier n'a pas été fourni à la société ».

Le motif de cette nouvelle disposition est de chercher à combattre la fraude suivante, qui tendait à se développer : le timbre étant apposé sur le document attestant le transfert entre les parties, certains statuts avaient spécifié que les administrateurs étaient autorisés à enregistrer un transfert sans acte écrit, ce qui rendait impossible la perception du droit de timbre.

β) *Refus d'inscription d'un transfert*. — Art. 66 et 67. — Aux termes de ces articles toute société, au cas où elle

refuse d'enregistrer un transfert, est tenue de notifier, dans les deux mois après réception de la demande, le refus à l'intéressé.

Quand le transfert a été agréé, la société doit dans les deux mois tenir à la disposition du titulaire le certificat de ses actions ou obligations.

§ 2. — *Inscription des gages et hypothèques*

Selon l'art. 79 (ancien article 93 de la loi de 1908), toute hypothèque ou tout gage grevant la société doit faire l'objet d'une inscription chez le *registrar* dans un délai de quinze jours à dater de sa création, sous peine de nullité à l'égard du liquidateur ou de tout créancier de la société; suit une énumération des charges devant ainsi faire l'objet d'une inscription : sûreté garantissant une émission d'obligations ou grevant le capital actions non appelé; nantissement mobilier; sûreté grevant un immeuble ou des créances de la société; sûreté générale portant sur l'entreprise ou les biens de la société.

A ces charges, déjà visées par la loi de 1908, l'article 79 ajoute trois nouveaux chefs :

1^o sûreté frappant les fonds appelés mais non versés (1);

(1) L'article 93 de la loi de 1908 prévoyait seulement (disposition reproduite par article 79 b) de la nouvelle loi) les charges grevant le capital « non appelé » de la société; on se demandait si une charge frappant le capital appelé, mais non payé, était soumise à l'inscription. Une société par exemple mettait des actions avec 1 shilling payable à la souscription, 5 shillings à la répartition et le reste à des époques déterminées.

2^o sûreté grevant un navire, ou un droit de copropriété sur un navire ;

3^o sûreté grevant la clientèle, un brevet ou sa licence d'exploitation, une marque de fabrique ou un droit de reproduction.

L'obligation pour la société de faire inscrire les charges réelles se trouve étendue encore à un autre point de vue par la nouvelle loi. Alors que l'article 93 de la loi de 1908 ne s'appliquait qu'aux sûretés « créées » par la société, désormais (art. 81) :

« Après la mise en vigueur de cette loi toute société constituée en Angleterre, acquérant un bien grevé d'une sûreté qui, si elle avait été créée par la société après l'acquisition de ce bien, aurait nécessité l'inscription ci-dessus prévue, devra faire envoyer au *registrar*, en vue de leur inscription, les renseignements requis concernant cette sûreté, avec une copie certifiée conforme de l'acte constitutif ou probatoire, s'il y en a un, dans un délai de vingt et un jours à dater de l'acquisition. »

« Toutefois quand le bien est situé dans un pays autre que la Grande-Bretagne et que la charge a été créée dans ce pays, ce délai sera de vingt et un jours à dater du jour où la copie de l'acte parviendrait normalement dans le Royaume-Uni si on l'avait expédié avec diligence ».

La sanction de l'inobservation de l'art. 81 ne semble pas

Fallait-il considérer ce capital comme « appelé » ? La question ne se pose plus avec le paragraphe *g*) du nouvel article 79 qui soumet à l'inscription une charge grevant le capital appelé mais non payé.

être la nullité de la sûreté créée, car le § 2 prévoit simplement une amende de 50 livres.

Enfin l'art. 91 prévoit, au sujet de cette double extension de l'obligation de faire inscrire les charges qui grèvent la société, les dispositions transitoires suivantes :

Dans les six mois qui suivront la mise en vigueur de la loi les sociétés devront envoyer au registrar aux fins d'inscription les renseignements prescrits concernant :

1^o les nouvelles charges prévues par l'article 79 créées avant la nouvelle loi (sûretés frappant les fonds appelés mais non versés, un navire, la clientèle, un brevet, etc.).

2^o les charges frappant des biens acquis par la société avant la nouvelle loi (cf. art. 81).

L'inobservation des prescriptions de l'article 91 n'atteindra naturellement pas la validité des sûretés qu'il envisage ; la sanction prévue par le § 3 est une amende, pouvant aller jusque 50 livres par jour de retard apporté à l'observation des prescriptions légales.

On peut se demander ce qui reste en dehors de l'énumération limitative de l'article 79. N'aurait-il pas été plus simple, comme on l'avait proposé, de poser comme principe général, l'obligation de faire inscrire toute charge grevant la société ? Une pareille règle aurait eu, il est vrai, le grave inconvénient de comprendre, dans son champ d'application, certaines opérations courantes engendrant journellement des charges, comme les connaissances, qu'on ne saurait soumettre à la nécessité d'une inscription,

§ 3. — *Comptabilité et vérification des comptes*

La nouvelle loi apporte des changements considérables en remaniant complètement cette matière. Il n'existait pas jusqu'alors, de disposition légale obligeant les sociétés à tenir une comptabilité régulière. Aussi dans la pratique, la comptabilité des sociétés, surtout des *private companies*, était souvent fort mal tenue ; au moment de la liquidation les comptes étaient tellement incomplets et embrouillés, généralement à dessein, qu'il devenait impossible d'établir exactement ce qu'étaient devenues les marchandises et les disponibilités.

Les nouveaux textes répondent à une double préoccupation du législateur :

1^o innover en obligeant les sociétés à tenir une comptabilité régulière et à renseigner les actionnaires par la communication du compte des profits et pertes (1), et du bilan, tous deux établis selon certaines règles ; cette obligation étant sanctionnée par de lourdes amendes et même par l'emprisonnement ;

2^o ne pas fixer toutefois des règles étroites et strictes risquant de gêner considérablement les sociétés, ces dernières ayant souvent intérêt à ne pas divulguer dans le détail leur situation financière (2).

(1) « Tout actionnaire devra recevoir une copie du bilan et de ses annexes au moins sept jours avant l'assemblée générale ; tout actionnaire ou obligataire pourra également s'en faire délivrer copie ».

(2) « Nous sommes convaincus d'après les témoignages reçus qu'en

Toute société encourt désormais une triple obligation :

1^o tenir des livres réguliers ;

2^o communiquer le bilan à l'Assemblée générale des actionnaires ;

3^o communiquer le compte des profits et pertes à cette assemblée.

I. — *Obligation de tenir des livres réguliers.* — D'après l'article 122 :

§ 1. — Toute société devra faire tenir des livres de comptes réguliers concernant :

a) toutes sommes d'argent reçues et dépensées par la société, ainsi que l'objet de ces dépenses et recettes ;

b) toutes ventes et achats de marchandises par la société ;

c) l'actif et le passif de la société.

§ 2. — Les livres de comptes seront tenus au siège social de la société ou à tout autre endroit qu'adopteront les administrateurs, et resteront toujours ouverts à l'inspection de ces derniers.

§ 3. — Tout administrateur négligeant de mettre la société en règle avec les dispositions de cet article, ou les enfreignant volontairement, encourra pour chaque infraction une peine d'emprisonnement ne dépassant pas six mois ou une amende ne dépassant pas 200 livres.

Toutefois le délinquant ne pourra être condamné à

matière de comptabilité les sociétés doivent, dans des limites raisonnables, conserver pleine liberté ». Rapport de la Commission Greene, § 69.

l'emprisonnement si le tribunal estime que l'infraction n'a pas été volontairement commise.

II. — *Communication du bilan à l'Assemblée générale.*

— Selon l'art. 123 § 2 :

« Les administrateurs feront rédiger et communiqueront à l'Assemblée générale chaque année, un bilan de la société à la date à laquelle se termine, selon les cas, soit le compte des profits et pertes, soit le compte des recettes et des dépenses ; à ce bilan sera annexé un rapport des administrateurs sur l'état des affaires de la société, le montant qu'ils proposent de payer à titre de dividende, le montant qu'ils proposent de porter au fonds de réserve (compte de réserve général ou compte spécial ressorti au bilan), ou à un compte de réserve à créer ».

L'article 124 spécifie les mentions que devra contenir le bilan :

1^o Tout bilan de société contiendra un état du capital-actions autorisé et du capital-actions émis par la société, son actif et son passif, ainsi que les indications nécessaires pour révéler la nature générale de l'actif et du passif, et distinguer entre les montants respectifs de l'actif immobilisé et de l'actif réalisable (*floating assets*) ; le bilan montrera également comment la valeur des immobilisations a été déterminée.

2^o Devront être indiqués sous des chefs séparés dans le bilan, tant qu'elles n'auront pas été amorties :

a) les dépenses préliminaires de la société ;

b) tous frais afférents à une émission d'actions ou d'obligations ;

c) l'évaluation de l'achalandage (*goodwill*), des brevets ou marques de fabrique, s'ils figurent sous un poste y relatif dans les livres de la société, ou s'ils peuvent être établis d'après ces livres, ou d'après un contrat pour la vente ou l'achat de biens au profit de la société, ou d'après tout document en possession de la société résultant du paiement du droit de timbre à payer sur lesdits contrats ou à l'occasion du transfert de la propriété.

3° Lorsqu'un engagement de la société est garanti autrement que par l'effet de la loi sur son actif, le bilan indiquera que cet engagement se trouve garanti, mais il ne sera pas nécessaire d'indiquer dans le bilan le gage particulier affecté à cet engagement (1).

III. — *Communication du compte des profits et pertes à l'Assemblée générale.* — D'après l'article 123 § 1 :

Les administrateurs d'une société, dans les dix-huit mois qui suivront sa constitution et par la suite au moins une fois par an, communiqueront à l'Assemblée générale des actionnaires un compte des profits et pertes, ou, s'il s'agit d'une association à but désintéressé, un compte des recettes et des dépenses, couvrant une période qui s'étendra, dans le cas de premier compte, depuis l'époque de la constitution de la société, et, dans tout autre cas,

(1) Voir en annexe, p. 145, un exemple de bilan type, tenant compte des nouvelles prescriptions de la loi.

depuis l'époque du précédent compte, jusqu'à une date qui ne pourra être antérieure de plus de neuf mois à celle de l'Assemblée, ou, s'il s'agit d'une société ayant des affaires ou des intérêts à l'étranger, de plus de douze mois.

Toutefois, le Ministère du Commerce, pour tout motif qu'il jugera bon, pourra étendre les divers délais de dix-huit mois, un an et neuf mois en faveur de toute société ».

Holding Companies. — Les articles 125 et 126 traitent à propos du bilan, de l'intéressant problème des *holding companies*.

Les actionnaires de ces sociétés s'étaient souvent plaints qu'il leur était impossible de connaître la situation exacte de la holding company, de la société mère, car on ne leur donnait pas d'indications suffisantes sur la position des sociétés filiales. La Commission Greene, après avoir étudié cette question, rejeta l'idée d'un bilan collectif obligatoire.

D'après l'article 125 :

« Quand l'actif d'une société se compose d'actions d'une ou plusieurs filiales, ou de créances sur elles (par suite d'un emprunt ou autrement), le montant total de cet actif, en distinguant les actions et les créances, devra figurer au bilan de la première société, séparément du reste de l'actif ; quand une société est débitrice, par suite d'un emprunt ou autrement, envers une ou plusieurs filiales, le montant total de ces dettes figurera au bilan de cette société séparément du reste du passif ».

Quand une ou plusieurs filiales font des bénéfices, rien n'empêche la société mère de distribuer les dividendes qu'elle en reçoit à ses propres actionnaires, quoiqu'une ou plusieurs autres filiales soient en déficit ; si bien que la société mère pourra distribuer des dividendes alors que l'ensemble du groupe est déficitaire. Aucune disposition légale, aucun « case » ne peut l'en empêcher. Le législateur a toutefois voulu que les actionnaires en fussent avertis par des indications figurant au bilan :

Art. 126. — « Quand une société, désignée dans cet article sous le nom de « *holding company* » (1), détient soit directement soit par l'entremise d'un représentant, des actions d'une ou plusieurs filiales, on devra annexer au bilan de la société mère un état, signé par ceux qui doivent signer le bilan d'après l'art. 129, indiquant comment on a fait entrer en ligne de compte, dans les comptes de la société mère, les profits et pertes de la société filiale, ou, s'il y a plusieurs filiales, le montant total des profits et pertes de ces sociétés ; en particulier on indiquera comment et dans quelle mesure :

a) « Des provisions ont été faites dans les comptes de la filiale, ou de la société mère, ou des deux, pour faire face aux pertes d'une filiale.

(1) L'article 127 donne la définition de la *holding* et de la *subsidiary Company*. Une société est considérée comme *holding* quand elle détient plus de 50 0/0 du capital émis, ou plus de la moitié des votes, ou quand elle désigne la majorité des administrateurs de la filiale (*subsidiary company*) ; toute société est considérée comme filiale lorsqu'elle se trouve contrôlée dans les susdites conditions.

b) « Les administrateurs de la société mère ont fait entrer en ligne de compte les pertes d'une filiale pour arriver à établir les profits et pertes de la société mère.

« Toutefois, il ne sera pas nécessaire de spécifier dans cet état le montant précis des profits et pertes des diverses filiales, ou le montant précis de telle partie des profits et pertes qui ont été réglés de telle ou telle manière.

§ 4. — *Dépôts annuels chez le registrar*

Toute société était, et est encore, tenue de se conformer aux prescriptions de l'article 26 de la loi de 1908 qui prévoyait l'envoi chaque année au *registrar* d'une liste d'actionnaires et d'un ensemble de renseignements (*summary*) (1).

Les articles 108 et 110 de la loi de 1929 reproduisent les anciennes obligations et les groupent avec les nouvelles en employant le terme d'état annuel (*annual return*) pour désigner l'ensemble des documents à faire parvenir chaque année au registrar.

Voici les renseignements complémentaires qu'il y aura lieu de fournir dans les vingt-huit jours après la tenue de l'Assemblée générale :

(1) La liste d'actionnaires devait contenir, entre autres indications, les nom, adresse et profession de tous les membres anciens et actuels, et le nombre d'actions détenues par chacun d'eux.

Le *summary* devait donner des renseignements très détaillés sur le montant du capital nominal, souscrit et versé avec les fonds impayés, sur les administrateurs, sur le montant total des dettes de la société relativement à toutes hypothèques et sûretés, etc...

a) pour toutes les companies :

1^o un index alphabétique correspondant à la liste des actionnaires (1);

2^o l'adresse du siège social de la société ;

3^o le montant de l'escompte accordé s'il y a eu des émissions au-dessous du pair (sauf si le montant de l'escompte a été amorti) ;

4^o les renseignements contenus dans le registre des administrateurs tenu conformément à l'article 144.

b) pour les public companies seulement :

Une copie certifiée conforme par un administrateur, par le directeur ou par le secrétaire, du dernier bilan avec les annexes prévues par la loi, et une copie du rapport des commissaires aux comptes relatif à ces comptes (la loi de 1908, art. 26 § 3, n'exigeait l'envoi que du seul bilan de la société sommairement détaillé).

Si le bilan est en langue étrangère, il devra lui être annexé une traduction en langue anglaise.

§ 5. — *Enquête par les inspecteurs
du Ministère du Commerce, et action publique*

La loi de 1908 prévoyait déjà la nomination par le Ministère du Commerce, à la demande d'un certain nombre d'actionnaires, d'inspecteurs chargés d'enquêter sur les agissements de la société et de rédiger un rapport.

(1) V. plus haut, p. 101 et suiv.

En fait les actionnaires usèrent fort peu de cette faculté, et les infractions à la loi restèrent bien souvent sans sanction. La raison principale en était que les actionnaires demandeurs avaient à payer de gros frais d'enquête.

La nouvelle loi remédie à cet état de choses en encourageant d'abord l'initiative des actionnaires et en déclenchant ensuite une action publique :

1^o L'article 135, reproduisant presque intégralement les dispositions de l'ancienne loi, prévoit toutefois que le dépôt exigé des actionnaires demandeurs par le Ministère du Commerce pour garantir les frais d'enquête ne pourra désormais dépasser 100 livres.

De plus, tout préposé ou représentant de la société refusant de communiquer les livres et documents aux inspecteurs, ou de répondre à leurs questions, encourra non plus une amende de 5 livres comme auparavant, mais les peines encourues par celui qui est coupable de *contempt of court*.

2^o L'article 136, entièrement nouveau, prévoit, si le rapport des inspecteurs révèle des agissements délicieux, la possibilité pour le Ministère du Commerce de saisir le Ministère Public. Celui-ci intentera, s'il le juge à propos, des poursuites judiciaires. Dans ce cas, tous les représentants, agents et employés de la société devront assister le Ministère public dans ses poursuites.

Enfin, le même article prévoit que les frais d'enquête seront supportés par le Ministère du Commerce si cette enquête a été suivie d'une action judiciaire ; dans le cas

contraire, ils seront à la charge de la société, à moins que le Ministère du Commerce ne décide qu'ils seront payés en tout ou en partie par les actionnaires demandeurs.

TROISIÈME PARTIE

Liquidation des Companies

CHAPITRE PREMIER

Divers modes de liquidation

Après avoir été incorporée conformément aux prescriptions légales, une compagnie ne peut prendre fin que de l'une des deux manières suivantes :

- 1^o par la radiation pour cessation de fonctionnement ;
- 2^o par la liquidation.

L'article 295 de la nouvelle loi, sur la radiation des sociétés qui ont cessé d'exister, reproduit sans changements notables l'ancien article 242, qui stipulait que, lorsque le *registrar* a tout lieu de croire qu'une société ne fait plus d'affaires ou n'exploite pas, il aura le droit après les sommations et les publications prescrites, de rayer sur ses registres, le nom de la société.

En ce qui concerne la liquidation d'une société (1), elle peut toujours avoir lieu de trois façons différentes :

(1) Rappelons la différence capitale entre les législations anglaise et

- a) soit volontaire ;
- b) soit sous le contrôle du tribunal ;
- c) soit par le tribunal.

La liquidation volontaire pure et simple est en fait le mode qu'adoptent environ 90 0/0 des sociétés anglaises ; elle cadre avec les principes de liberté complète laissée aux actionnaires, que nous avons eu maintes fois l'occasion de signaler, et elle permet de ne faire intervenir tout l'appareil judiciaire qu'en cas de nécessité formellement reconnue.

Quant à la liquidation sous le contrôle du tribunal, c'est un type hybride qui n'offre pas les garanties de la liquidation purement judiciaire et qui d'autre part entraîne des retards et des frais considérables.

Aussi, ce mode de liquidation est-il presque complètement délaissé, et est-ce en partie pour obvier à ses inconvénients que la nouvelle loi a, sans le supprimer, instauré un nouveau mode de liquidation volontaire, « la liquidation volontaire par les créanciers ».

§ 1^{er}. — *La liquidation volontaire*

D'après l'article 225, reproduisant sans changement les dispositions de la loi de 1908 (art. 182), le point de départ de la liquidation volontaire est toujours une réso-

française : il n'y a pas en Angleterre de faillite possible pour une *company*, elle ne peut être que liquidée.

Les particuliers peuvent être mis en faillite et cette matière est gouvernée par le *Bankruptcy Act* de 1914.

lution, conforme à cet objet, adoptée par l'assemblée générale, résolution ordinaire si le terme fixé dans les statuts est arrivé à l'expiration, résolution spéciale ou extraordinaire dans les autres cas.

Mais, sous l'empire de la loi de 1908, quand une société décidait ainsi de se mettre en liquidation, cette opération était faite par les actionnaires eux-mêmes, sans le contrôle effectif des créanciers, alors même que la société était insolvable ; c'étaient les actionnaires qui désignaient le liquidateur, fixaient sa rémunération, se faisaient rendre des comptes, etc... ; la liquidation restait leur affaire. Il en résultait bien souvent que la liquidation s'effectuait au préjudice des créanciers, les actionnaires se désintéressant du règlement des créances et le liquidateur, mandataire des actionnaires, ne prenant pas les mesures nécessaires.

La nouvelle loi a donc créé une nouvelle distinction, d'importance capitale, en subdivisant la liquidation volontaire en :

1^o Liquidation volontaire par les actionnaires ;

2^o Liquidation volontaire par les créanciers.

Le point de départ de cette distinction est la déclaration de solvabilité (*declaration of solvency*) dont traite l'article 230 :

« 1^o Quand on envisagera de liquider volontairement
« une société, les administrateurs, ou s'il s'agit d'une
« société ayant plus de deux administrateurs, la majorité d'entre eux pourront, à l'une des réunions du Con-

« seil qui se tiendra avant la date à laquelle seront en-
« voyées les convocations à l'assemblée générale qui
« aura à délibérer sur la liquidation en vue, faire une dé-
« claration conforme à la loi, établissant qu'ils ont pro-
« cédé à un examen approfondi de la situation de la so-
« ciété, et sont en conséquence d'avis que la société
« pourra payer intégralement ses dettes dans un délai
« d'un an à partir du début de la mise en liquidation.

« 2° Cette déclaration n'aura d'effet qu'autant qu'elle
« aura été communiquée au *registrar* aux fins d'inscrip-
« tion avant la date mentionnée dans le paragraphe 1^{er}
« ci-dessus.

« 3° Une liquidation au sujet de laquelle une pareille
« déclaration a été ainsi faite et dûment enregistrée, est
« désignée dans la présente loi sous le nom de « *liquida-
« tion volontaire par les actionnaires* » (1) ; une liquidation
« au sujet de laquelle une pareille déclaration n'a pas été
« faite ni enregistrée est désignée dans la présente loi
« sous le nom de : « *liquidation volontaire par les créan-
« ciers* » (2).

Il s'ensuit qu'en règle générale, la liquidation volon-
taire est faite par les créanciers, mais que les adminis-
trateurs ont la faculté de faire effectuer la liquidation
par les actionnaires s'ils sont à même de faire une déclara-
tion de solvabilité.

Il semble qu'il y ait ici une lacune dans la loi, car elle

(1) « *Member's voluntary winding up* ».

(2) « *Creditor's voluntary winding up* ».

ne prévoit pas le contrôle de cette déclaration par les créanciers ; sans doute en appelleront-ils au tribunal si la solvabilité de la société leur paraît douteuse ? Quant aux administrateurs, au cas où leur déclaration se trouverait être ultérieurement controuvée par les faits, leur responsabilité sera personnellement engagée (1) et nous verrons plus loin les peines qu'ils encourent ; comme il n'est pas toujours aisé de déterminer la valeur de liquidation d'une affaire, il est à prévoir qu'en cas de doute, les administrateurs scrupuleux feront appel au concours éclairé de leur auditors.

Voyons maintenant quelles sont les dispositions applicables aux deux catégories de liquidations volontaires :

A. — *Liquidation volontaire par les actionnaires.* — Les dispositions de la loi de 1908 concernant la liquidation volontaire lui restent applicables. Les actionnaires conservent la haute main sur les opérations de liquidation, nomment et fixent la rémunération du ou des liquidateurs qui auront à rendre compte de leur gestion à l'assemblée générale. La nouvelle loi n'a fait que simplifier les formalités de procédure (2).

(1) Voici les paroles prononcées au cours des débats parlementaires par l'un des membres du *Standing Committee*, à l'un de ses collègues qui exprimait ses craintes quant au danger de s'en remettre entièrement à la déclaration des administrateurs : « Les administrateurs sont passibles de l'emprisonnement et ils iront donc en prison s'ils font une fausse déclaration » (*Standing Committee B.* p. 722).

(2) Cependant il y a lieu de signaler qu'elle a donné (art. 248) au liquidateur nommé par les actionnaires ou par les créanciers les mêmes pou-

D'autre part, ont été supprimées toute les dispositions prévues par l'ancien article 188 de la loi de 1908 qui stipulait que le liquidateur, nommé par la société en cas de liquidation volontaire, était tenu, dans les sept jours après sa nomination, de convoquer une assemblée générale des créanciers ; ces derniers pouvaient demander au tribunal de nommer soit un autre liquidateur, soit un liquidateur adjoint, soit un Comité de surveillance. Le tribunal confirmait, nommait ou révoquait les liquidateurs, et pouvait faire prendre toutes mesures utiles en tenant compte des droits tant des créanciers que des actionnaires de la société.

Cette disposition ne se révéla pas à l'usage assez souple ; en effet lorsqu'une société entrait volontairement en liquidation, soit par l'arrivée du terme convenu, soit parce qu'elle avait réalisé son objet limité à une opération particulière, elle était tenue, même si son actif dépassait très largement son passif, de réunir ses créanciers, et elle risquait ainsi de voir éventuellement retardée sa liquidation si ces derniers s'engageaient dans la voie de la procédure. C'est pourquoi le Comité Greene recommanda la formule de la « déclaration de solvabilité » qui devait constituer pour les créanciers une garantie suffisante ; ce fut ce même Comité qui proposa d'autre

voirs que ceux reconnus par l'article 191 (1^{re} section, paragraphe *d*), *e*), *f*) au liquidateur nommé par le tribunal, c'est-à-dire payer toutes catégories de créanciers intégralement, faire toute transaction ou convention avec les créanciers, transiger sur tous appels de fonds, etc... ».

part la création de la « liquidation volontaire par les créanciers » en cas de non déclaration de solvabilité, ce qui représentait pour les créanciers un avantage considérable.

Cette déclaration ne nous paraît cependant pas donner aux créanciers la même garantie que les dispositions de l'ancien article 188, dont la suppression fut d'ailleurs vivement combattue par la minorité lors de la discussion parlementaire (1).

B. — *Liquidation volontaire par les créanciers.* — Cette nouvelle forme de liquidation, destinée à donner aux créanciers un contrôle effectif quand la société se révèle, pour tout ou partie, insolvable, est organisée par les articles 237 à 245 de la présente loi.

D'après l'article 238 :

« 1^o La société provoquera la réunion de ses créanciers le jour où devra être tenue l'assemblée générale devant délibérer sur la proposition de liquidation volontaire, ou le jour suivant, et veillera à ce que les convocations à cette réunion des créanciers soient envoyées par la poste aux créanciers en même temps que les convocations à l'assemblée générale des actionnaires.

« 2^o La société fera publier la convocation à la réunion des créanciers dans la Gazette et dans deux journaux

(1) V. Débats du *Standing Committee*, séance du 15 mai 1928 *Official report*, p. 717 et s.

« locaux se vendant dans le district où sera situé le siège
« social ou le principal établissement de la société.

« 3^o Les administrateurs devront :

« a) Fournir à l'assemblée des créanciers un état com-
« plet des affaires de la société avec une liste de créan-
« ciers et le montant de leurs créances ;

« b) Désigner l'un d'entre eux pour présider cette
assemblée... ».

L'article 239 prévoit la nomination d'un liquidateur :

« Les créanciers et les actionnaires à leurs assemblées
« respectives prévues dans l'article ci-dessus pourront dé-
« signer un liquidateur chargé de liquider les affaires
« de la société et de distribuer son actif ; si les créanciers
« et les actionnaires nomment des personnes différentes,
« celle désignée par les créanciers deviendra liquidateur,
« et si personne n'est désignée par les créanciers, ce sera
« la personne choisie par les actionnaires.

« Toutefois, si différentes personnes sont désignées,
« tout administrateur, actionnaire ou créancier de la so-
« ciété pourra, dans les sept jours qui suivront la nomi-
« nation par les créanciers, demander au tribunal un ju-
« gement qui pourra, soit ordonner que le liquidateur dé-
« signé par les actionnaires remplacera celui désigné par
« les créanciers, ou lui sera adjoint, soit nommer toute
« autre personne comme liquidateur aux lieu et place de
« celui désigné par les créanciers ».

D'après l'article 240, les créanciers peuvent, s'ils le
jugent utile, nommer un comité d'inspection de cinq

membres au plus ; dans ce cas, les actionnaires pourront également désigner cinq membres devant faire partie de ce comité, sauf droit de récusation par les créanciers de personnes ainsi désignées, et appel possible par les actionnaires au tribunal de cette récusation. Les dispositions concernant le fonctionnement du Comité d'inspection dans une liquidation par le tribunal (art. 199, § 2 et s.) s'appliquent en matière de liquidation volontaire par les créanciers.

Le Comité d'inspection, et s'il n'y en a pas, les créanciers, fixeront la rémunération du ou des liquidateurs (art. 241). Ce sont les créanciers qui désigneront le nouveau liquidateur en cas de vacance (art. 242). Le liquidateur devra convoquer une assemblée générale des actionnaires et une assemblée des créanciers. A la fin de la première année et ensuite chaque année, pour leur rendre compte de sa gestion et de la marche de la liquidation.

Enfin l'article 245 (1) prévoit la convocation par le liquidateur d'une assemblée générale des actionnaires et d'une assemblée des créanciers, annoncées au moins un mois à l'avance dans la Gazette, pour leur soumettre les comptes une fois la liquidation terminée. Le liquidateur enverra au *registrar*, aux fins d'inscription, copie de ses comptes avec mention de la tenue des assemblées et de leur date ; trois mois après l'inscription la société sera considérée comme dissoute.

(1) Cf. article 195 de la loi de 1908 ; toutefois cet article ne prévoyait que la convocation d'une assemblée générale des actionnaires.

§ 2. — *Liquidation sous le contrôle du tribunal*

Les dispositions concernant ce mode de liquidation restent inchangées (art. 256 à 260).

C'est en réalité une modalité de la liquidation volontaire.

« Elle est prononcée par la Cour à la suite d'une liquidation volontaire déjà commencée, à la demande de créanciers se plaignant d'une irrégularité dans la liquidation volontaire et déclarant la nouvelle procédure nécessaire à la sauvegarde de leurs intérêts.

« Lorsqu'un jugement ordonnant une mise en liquidation surveillée a été prononcé, la Cour peut, par le même jugement ou par un jugement subséquent, nommer un liquidateur adjoint. Le liquidateur ainsi nommé a les mêmes pouvoirs, les mêmes obligations, et, à tous égards, se trouve dans la même situation que s'il avait été nommé par la Compagnie.

« La Cour, du fait de ce jugement, se réserve en outre d'intervenir à tout instant et dans tous les actes de la liquidation, selon qu'elle le jugera nécessaire » (1).

§ 3. — *Liquidation par le tribunal*

Les dispositions concernant ce mode de liquidation (art. 163 à 224) n'ont subi que des modifications de détails

(1) LAURENT, *Esquisse d'une étude comparée des législations française et britannique en matière de sociétés par actions*, thèse, Paris, 1919.

(sauf en ce qui concerne le tribunal compétent, art. 163 et 165) que nous négligerons.

Il faut toujours une requête demandant la liquidation de la société par le tribunal, requête qui sera adressée à ce dernier soit par la société elle-même, soit par les créanciers, soit par les actionnaires. En pratique, c'est une requête des créanciers qui déclenchera la mise en liquidation.

L'article 168 énumère les cas dans lesquels on peut ainsi demander la liquidation. En fait, on invoque presque toujours l'insolvabilité de la société. La liquidation s'opère sous la haute direction du tribunal, assisté d'un juge commissaire et d'un liquidateur.

CHAPITRE II

Dispositions diverses relatives à la liquidation et à la fusion

§ 1. — *Des délits commis par les administrateurs, directeurs, préposés ou associés d'une société avant ou pendant la liquidation.*

La nouvelle loi contient des dispositions extensives destinées à assurer de façon plus rigoureuse la poursuite et la sanction de pareils délits. Selon l'article 217 de la loi de 1908, le liquidateur en personne poursuivait les infractions commises, sur l'injonction du tribunal en cas de liquidation judiciaire, avec son autorisation en cas de liquidation volontaire.

D'après l'article 277 (1) de la nouvelle loi, qui est substitué à l'ancien article 217 :

1^o En cas de liquidation judiciaire le liquidateur, sur l'injonction du tribunal, poursuivra le délinquant ou en référera au Ministère public ;

2^o En cas d'infractions, présentes ou passées, commises

(1) Les mesures prévues par l'article 277 sont le complément des dispositions des articles 135 et 136 déjà étudiées (p. 114) destinées à assurer la répression des infractions commises pendant le cours normal de la société.

par tout administrateur, directeur, préposé ou associé de la société, à l'occasion d'une liquidation volontaire, le liquidateur en réfèrera au Ministère public, en lui communiquant toutes informations utiles et en lui facilitant l'examen des documents. Si le liquidateur manquait à son obligation, le tribunal, à la requête de tout intéressé, pourrait enjoindre au liquidateur d'en référer au Ministère public. Le Ministère public pourra soit s'adresser au Ministère du commerce, qui ordonnera une enquête, soit poursuivre directement le délinquant ; le liquidateur et tous les agents de la société devront en ce cas l'assister dans ses poursuites.

L'article 271 énumère longuement toutes les infractions que peut commettre un administrateur, directeur ou préposé de la société, au cours de toute liquidation ou dans la période antérieure.

Leur auteur se rend coupable de *misdemeanour* et est passible des travaux forcés pour une durée qui varie selon les cas, et peut atteindre un maximum de 5 ans.

Voici les infractions prévues par cet article 271 :

« Si une personne, administrateur, directeur ou préposé d'une société, qui, à l'époque où le délit est commis, est en liquidation volontaire ou sous le contrôle du tribunal, ou qui est mise en liquidation postérieurement à cette date par ordre du tribunal, ou à la suite du vote d'une résolution de liquidation volontaire :

a) Ne fait pas de son mieux pour révéler pleinement et sincèrement au liquidateur la consistance de tous les

biens, réels ou personnels, de la société, et lui indiquer comment, quand, au profit de qui, et pourquoi, la société a disposé de tout ou partie de ses biens, à moins que ce ne soit à la suite des opérations sociales courantes de la société ; ou

b) Ne remet pas au liquidateur conformément à ses indications, toute partie des biens réels et personnels de la société qu'il a sous sa garde ou son contrôle, et que la loi l'oblige à remettre ; ou

c) Ne remet pas au liquidateur ou conformément à ses indications, tous les livres ou papiers de la société qu'il a sous sa garde ou son contrôle, et que la loi l'oblige à remettre ; ou

d) Dans les douze mois précédant le commencement de la liquidation, ou par la suite dissimule toute partie des biens de la société d'une valeur de dix livres ou plus, ou toutes dettes ou créances de la société ; ou

e) Dans les douze mois précédant le commencement de la liquidation, ou par la suite, détourne frauduleusement tout ou partie des biens de la société d'une valeur de dix livres ou plus ; ou

f) Fait une omission importante dans toute déclaration concernant les affaires de la société ; ou

g) Sachant ou croyant qu'une dette inexistante a été produite par quelqu'un au cours de la liquidation, n'avertit pas dans le délai d'un mois le liquidateur ; ou

h) Après le début de la liquidation empêche la pro-

duction de tous livres ou papiers concernant les biens ou les affaires de la société ; ou

i) Dans les douze mois précédant le commencement de la liquidation ou par la suite, dissimule, détruit, tronque, ou falsifie tous livres ou papiers concernant les biens ou affaires de la société, ou participe à ces actes ; ou

j) Dans les douze mois précédant le commencement de la liquidation ou par la suite, procède à des inscriptions inexactes dans tous les livres ou papiers concernant les biens ou affaires de la société, ou participe à ces actes ; ou

k) Dans les douze mois précédant le commencement de la liquidation ou par la suite, aliène ou altère tous documents concernant les biens ou affaires de la société ou commet des omissions ou participe à l'un de ces actes ; ou

l) Après le commencement de la liquidation ou à toute assemblée des créanciers dans les douze mois qui précèdent ce commencement, essaie de rendre compte de toute partie des biens de la société par des pertes ou des dépenses fictives ; ou

m) Dans les douze mois précédant le commencement de la liquidation ou par la suite a obtenu à crédit, par de fausses déclarations ou tout autre moyen frauduleux, tous biens par la société ou en son nom dont la société ne verse pas ultérieurement le prix ; ou

n) Dans les douze mois précédant le commencement de la liquidation ou par la suite obtient à crédit, en prétendant que la société poursuit ses opérations sociales, au

profit ou au nom de la société, tous biens dont la société ne verse pas ultérieurement le prix ; ou

o) Dans les douze mois précédant le commencement de la liquidation ou par la suite, donne en gage ou aliène tout bien de la société obtenu à crédit et qui n'a pas été payé à moins que cette mise en gage ou aliénation ne rentre dans le cadre normal des opérations sociales ; ou

p) Se rend coupable de déclarations inexactes ou de toute autre fraude ayant pour but d'obtenir des créanciers de la société ou de certains d'entre eux leur consentement à une convention concernant les affaires de la société ou la liquidation...,

cette personne sera passible soit des travaux forcés, soit d'emprisonnement ».

De plus l'article 273 dispose :

« Si une personne, administrateur, directeur ou employé, d'une société qui ultérieurement est mise en liquidation par ordre du tribunal ou à la suite d'une résolution volontaire :

a) a amené par de fausses déclarations ou tout autre moyen frauduleux une personne à faire crédit à la société ;

b) a fait ou provoqué une donation, un transfert, un nantissement ou la poursuite et saisie de biens de la société, avec l'intention de frauder les créanciers de la société ;

c) a dissimulé ou détourné avec l'intention de frauder

les créanciers de la société toute partie des biens de la société depuis un jugement ou un ordre de payer prononcé contre la société et n'ayant pas été exécuté, ou dans le délai de deux mois avant cette date...,

cette personne sera coupable de *misdemeanour* et passible d'une peine d'emprisonnement d'un maximum de deux ans ».

Nous avons déjà vu que, si l'on s'aperçoit au cours d'une liquidation que des livres de comptes réguliers n'ont pas été tenus, tout administrateur, directeur ou préposé responsable, est passible de peines d'emprisonnement (art. 274).

Enfin l'article 275 contient des dispositions intéressantes concernant le commerce frauduleux (*fraudulent trading*). S'il apparaît au cours de la liquidation qu'on a poursuivi les opérations sociales en vue de frauder des créanciers quelconques, le tribunal pourra, à la demande du juge commissaire, du liquidateur ou de tout créancier ou actionnaire, déclarer qu'un administrateur, ayant ainsi coopéré à la conduite des affaires sociales sera responsable, sans limitation, pour tout ou partie des dettes de la société (1). Cet administrateur sera de plus passible

(1) Ces dispositions ont surtout pour but de remédier à la fraude suivante, signalée par la Commission Greene (paragraphe 61) : il arrivait que la personne contrôlant la société (surtout dans le cas d'une *private company*), possédait sur elle un gage général (*floating charge*) et réalisait son gage au moyen de marchandises obtenues à crédit, lorsque la société était sur le point d'être mise en liquidation et avant la nomination du *receiver*,

d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à un an.

Le tribunal pourra enfin interdire à cet administrateur de prendre part, directement ou indirectement sans son autorisation, à la direction d'une société pendant une période qui ne pourra dépasser cinq ans.

§ 2. — *Paievements par préférence*

Des dispositions législatives successives sont venues décider que certaines créances seraient payées par préférence lors de la liquidation d'une société. L'article 264 les énumère toutes. Il reproduit les dispositions de l'article 209 de la loi de 1908 (1) avec certains amendements destinés à le mettre en harmonie avec les lois sociales des dernières années.

C'est ainsi que seront payées par préférence les créances résultant du « Workmen's Compensation Act » de 1925, des « National Health Insurance Acts » de 1924 et de 1928, du « Widows Orphans and Old Age Contributory Pensions Act » de 1925, et des « Unemployment Insurance Act » de 1920 à 1929.

De plus, le paragraphe 3 nouveau stipule que, lorsqu'une personne a avancé l'argent nécessaire pour payer des salaires payables par préférence, elle aura un droit

(1) Prévoyant le paiement par préférence des impôts locaux ou autres dus par la société pour une année, les salaires dus aux employés, domestiques, ouvriers, pour les deux derniers mois avant la liquidation,

préférentiel au remboursement des sommes qui ont ainsi diminué le montant total payable par préférence à titre de salaires.

§ 3. — *Abandon par la société des biens grevés de charges onéreuses*

D'après le droit anglais de la faillite, il est possible depuis longtemps déjà au syndic de renoncer aux biens grevés par de lourdes charges, et la loi prévoit minutieusement l'exercice de ce droit et les mesures nécessaires à la protection des droits des tiers. Mais avant l'Act de 1929, ce droit n'était pas reconnu au liquidateur d'une société, et il ne pouvait faire abandon des biens grevés. L'article 267 de la nouvelle loi assimile au contraire le liquidateur d'une société au syndic de la faillite et reproduit presque exactement les termes de l'article 54 du *Bankruptcy Act* de 1914.

« Quand les biens d'une société en liquidation comprennent des terres grevées de lourdes charges, des actions de société, des contrats sans profit, ou tout autre bien qui est irréalisable, ou ne peut être réalisé de suite, parce qu'il oblige son propriétaire à l'exécution d'un acte onéreux, ou au paiement d'une somme d'argent, le liquidateur de la société, bien qu'il ait essayé de vendre ces biens, d'en prendre possession ou se soit conduit à leur égard en propriétaire, peut, avec l'autorisation du tribunal et aux conditions du présent article, abandonner

ces biens dans un écrit signé par lui, dans le délai de douze mois après le commencement de la liquidation ou même postérieurement si le tribunal l'y autorise... ».

Les conditions et formalités de cet abandon, et les mesures destinées à sauvegarder les droits des tiers sont réglementées par l'article 267, qui place ces opérations sous le contrôle du tribunal et lui reconnaît les pouvoirs les plus étendus.

§ 4. — *Du sort des biens appartenant à une société dissoute*

D'après l'article 296 :

« Quand une société est dissoute, tous les biens et droits qui lui sont échus, ou qui ont été reçus en *trust* pour elle immédiatement avant sa dissolution (y compris les baux, mais non les biens détenus par la société en *trust* pour une autre personne) seront considérés... comme *bona vacantia* et appartiendront par suite à la Couronne, ou au Duché de Lancastre, ou au duc de Cornouaille, selon les cas ; ces biens leur échoiront et seront traités de la même manière que les autres *bona vacantia* qui échoient à la Couronne, au Duché de Lancastre, ou au duc de Cornouaille ».

§ 5. — *Dispositions facilitant la transformation et la fusion des sociétés*

Les nécessités économiques de l'après-guerre ont obligé les sociétés à se transformer parfois complètement et à

fusionner entre elles. Les sociétés désirant se transformer ou fusionner se sont heurtées à un double obstacle :

1^o Les frais considérables qu'entraîne une pareille opération, en particulier le paiement de droits fiscaux élevés sur les mutations ;

2^o La nécessité de procéder à une liquidation de la ou des sociétés intéressées, entraînant, en plus des frais, un préjudice commercial considérable.

Le premier point a été réglé par l'article 55 de la loi de finances de 1927, étendu par l'article 31 de la loi de finances de 1928.

Le second point fait l'objet de l'article 154 de la loi de 1929 qui, par les nouveaux pouvoirs reconnus au juge, simplifie considérablement cette matière (1).

Le tribunal auquel on soumet le projet de transformation ou de fusion, entraînant le transfert de tout ou partie des biens d'une société à une autre, pourra en approuvant le projet, régler dans son jugement les points suivants :

a) Le transfert à la société cessionnaire de tout ou partie de l'entreprise, des biens ou du passif de la société cédante ;

b) La répartition ou l'attribution par la société ces-

(1) Il faut rappeler que l'article 5 de la loi ajoute aux modifications qu'une société pouvait déjà apporter à son memorandum :

a) Le pouvoir de vendre ou de disposer de tout ou partie de l'entreprise sociale.

b) le pouvoir de fusionner avec une autre société.

Il existait auparavant un doute sur la possibilité de modifier le memorandum dans ce sens.

sionnaire de toutes actions, obligations, polices ou autres intérêts qui d'après le compromis ou la convention, doivent être répartis par cette société ;

c) La continuation par la société cessionnaire des actions intentées contre ou par la société cédante ;

d) La dissolution, sans liquidation, de la société cédante ;

e) Les dispositions à prendre à l'égard des personnes qui n'ont pas consenti au compromis ou à la convention ;

f) Les questions incidentes ou connexes qui peuvent se poser pour donner plein effet à la transformation ou à la fusion.

Enfin l'article 135 contient une disposition intéressante, destinée à éviter ce que la commission Greene appelle « l'oppression de la majorité par la minorité » :

Quand un projet ou une convention, impliquant le transfert d'actions d'une société à une autre, a été approuvé par les détenteurs de 90 0/0 au moins des actions à céder, la société cédante peut signifier dans certains délais aux actionnaires dissidents son désir d'acquérir leurs actions. A moins qu'il n'en soit décidé autrement par le tribunal sur la demande d'un actionnaire dissident, la société cessionnaire aura le droit d'acquérir ces actions aux conditions prévues par le projet ou la convention.

CONCLUSION

Il est difficile de porter dès maintenant un jugement sur l'œuvre du législateur qui a mené à bien l'importante refonte du droit anglais sur les *public and private companies*.

On ne peut qu'attendre l'application des multiples mesures de réglementation qu'elle a imposées aux dirigeants des sociétés avant de pouvoir dire si la réforme est satisfaisante sur tous les points ; qu'elle ait sensiblement assoupli et facilité la compréhension de l'ancienne loi, cela est indiscutable, mais autre chose est de soutenir que les nouvelles restrictions apportées aux méthodes de constitution et de fonctionnement des companies sont toutes heureuses. Il est probable qu'en face de ces nouveaux moyens de défense, l'ingéniosité des « lanceurs d'affaires » inventera des procédés d'attaque nouveaux ; de plus, aucune loi, ainsi que l'a déclaré l'*Attorney General* au cours des débats parlementaires « n'empêchera les idiots de perdre leur argent ».

Les barrières dressées entre les capitalistes et les sociétés s'élèvent de plus en plus hautes à chaque étape de la loi ; si elles mettent à l'abri le public, elles ne facilitent pas la tâche des sociétés elles-mêmes.

Quoi qu'il en soit, la nouvelle loi a été favorablement

accueillie en Angleterre par l'ensemble de l'opinion ; les principaux intéressés, administrateurs, directeurs et secrétaires, se sont mis à l'œuvre pour étudier toute la réglementation nouvelle, qui leur impose des obligations assez considérables. Bien des points leur paraissent obscurs ou ambigus, et ils attendent avec intérêt les premiers arrêts qui interpréteront la nouvelle loi, et lui donneront sa véritable consécration.

Si l'on voulait, pour clore cette étude, porter un jugement d'ensemble sur cette législation, telle qu'elle apparaît après la refonte de 1929, on pourrait s'inspirer de l'ouvrage classique en matière de sociétés, le *Palmer's Company Law*, tout en faisant des réserves sur son nationalisme juridique, peut-être par trop optimiste :

« Dans cette loi de 1929 sur les sociétés, nous trouvons groupés et ordonnés les résultats de plus de soixante années de législation ; on peut affirmer que les dispositions de cette loi, interprétées et complétées par de nombreuses et importantes décisions judiciaires... forment un système législatif compréhensif, et à de nombreux égards admirable, réglementant la constitution, l'administration et la liquidation des sociétés dans tout le Royaume-Uni ; ce système contraste heureusement avec les formalités compliquées et les règles strictes imposées par de nombreuses lois étrangères aux sociétés et aux entreprises coopératives. A la différence de ces systèmes, la politique de nos législateurs a été d'accorder la plus grande liberté en ce qui concerne la formation, le

fonctionnement et la dissolution des sociétés ; et bien que des individus sans scrupules aient parfois abusé de cette liberté, et rendu nécessaire l'intervention du législateur, de pareils abus sont peu de chose, comparés à la grande masse des sociétés formées et gérées de manière honnête ; et il n'est pas douteux que les facilités reconnues par la loi ont largement contribué à stimuler et à développer le commerce et la coopération britannique dans toutes les parties du monde ».

Vu :

Le Doyen
de la Faculté de droit de Paris,

H. BERTHÉLEMY.

Vu :

Le Président de la Thèse,
HENRI LÉVY-ULLMANN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur
de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

ANNEXE

Voici, d'après le *Financial Times*, du 1^{er} juin 1929, un double exemple de bilan — ancien et nouveau système — et un exemple de compte de profits et pertes — nouveau système — compte tenu des prescriptions de la nouvelle loi.

BILAN ANCIEN SYSTÈME

Actif

1. Immeubles, matériel, machines, fonds de commerce et clientèle, brevets, marques et participations.	£ 1.656.000
2. Stocks (évalués par les agents de la société). .	175.000
3. Débiteurs divers, acomptes	260.000
4. Encaisse et banques.	65.000
5. Frais de constitution.	25.000
6. Prime de remboursement sur obligations .	20.000
Total de l'actif.	£ 2.201.000

Passif

1. Capital.	£ 1.000.000
2. Bons 5 0/0	500.000
3. Crédoiteurs divers et emprunts.	151.000
4. Réserves	350.000
5. Réserve incendie.	100.000
6. Profits et pertes (balance) :.	100.000
Total du passif	£ 2.201.000

BILAN NOUVEAU SYSTÈME

Actif

Immobilisations

1 a. Fonds de commerce et clientèle . . .	£ 230.000
1 b. Marques (amortissements déduits) .	1.000
1 c. Immobilisations :	
Immeubles (amortissements déduits).	500.000
Matériel et machines	125.000
1 d. Filiales	
Actions	700.000
Prêts et avances en compte courant .	150.000

Réalisable

2. Stocks	175.000
3 a. Débiteurs divers, acomptes	175.000
3 b. Prêts à un administrateur 25.000	
en moins, remboursement de 15.000	
	10.000
3 c. Fonds d'Etat	100.000
4. Encaisse et banques.	65.000
5. Frais de constitution.	25.000
6. Prime de remboursement sur obligations	20.000

Total de l'actif. £ 2.276.000 (1)

(1) La différence entre ce total et celui du bilan ancien système provient de ce que les avances aux filiales figurent désormais pour le chiffre brut de 150.000 liv. st., les dettes envers elles figurant au passif pour 75.000, alors qu'auparavant était seul mentionné le chiffre net de ces avances.

Passif

1. Capital	£ 1.000.000	
2. Bons 5 0/0	500.000	
3 a. Créiteurs divers.	51.000	
3 b. Prêts garantis	100.000	
3 c. Filiales créditrices	75.000	
4. Réserves	350.000	
5. Réserve incendie	100.000	
Profits et pertes		
Bénéfice de l'exerc. (balance pr. et p.)	130.000	
Report antérieur	20.000	
	<u>150.000</u>	
Moins dividende intérimaire et intérêt statutaire	50.000	100.000
Total du passif		£ 2.276.000

*Compte de profits et pertes
(Nouveau système)*

Avoir

Sommes payées aux administrateurs	3.500	
En moins payées par les filiales	2.500	
Sommes	<u> </u>	1.000
Intérêts des bons.		25.000
Acomptes impôts sur le revenu		20.000
Balance		<u>130.000</u>
Total		£ 176.000

Doit

Bénéfices commerciaux, y compris dividendes des filiales, intérêts, etc.	175.750	
Frais de transfert.	250	
(Remarque : les bénéfices des filiales ont été, dans l'ensemble, supérieurs aux dividendes distribués)		
Total		£ 176.000

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages français

- Ancel.** — La Common Law d'Angleterre. Thèse, Paris, 1929.
- Braesco.** — Les caractères généraux de la société dite « Partnership ». Thèse, Paris, 1923.
- Bricard (Pierre).** — La constitution des sociétés anglaises par actions. Thèse, Paris, 1912.
- Drouets.** — La compagnie privée et la société à responsabilité limitée. Thèse, Paris, 1922.
- Fernand-Laurent.** — Esquisse d'une étude comparée des législations française et britannique en matière de sociétés par actions. Thèse, Paris, 1919.
- Leblond.** — L'emprunt obligataire en droit anglais. Thèse, Paris, 1925.
- Lévy-Ullmann (Henri).** — Comment un français d'aujourd'hui peut-il aborder utilement l'étude du droit anglais et du droit anglo-américain. Paris, 1919.
- Eléments d'introduction générale à l'étude des sciences juridiques. II. Le système juridique de l'Angleterre. Paris, 1928.
- Segnitz.** — Le prospectus dans les sociétés anglaises par actions. Thèse, Paris, 1908.
- Thoumyre.** — Constitution des companies limited by shares. Paris, 1908.

Ouvrages anglais

- Buckley (H. B. Lord Wrenbury).** — The Companies Act 11 th Ed. 1928, par W.-G. Brown, R. J. T. Gibson et D. B. Buckley.
- Jordan (H. W.) et Borrie (S.).** — ABC guide to the Companies Act 1928, Londres, 1928.
- Jordan (W. Herbert).** — The new Company Law, Londres, 1929.

Palmer. — *Company Law* (revue par M. A. Topham), Londres, 1929.

Smith (T. E.). — *A summary of the Law of Companies* 13 th, éd. 1923.

Nombreux commentaires de la loi et de la pratique de 1929 par **Berger (J. A.)** et **Harb (G. R.)**, **Bramall (W.)**, **Crew (A.)**, **Moulton (H. F.)**, **Smith (T. E.)**, **Strebel (A.)**, **Varley (T. J.)**, **Jordan (H. W.)**, **Borrie (S.)**, **Ranking (D. F. de l'H.)** et **Spicer (E. E.)**, **Weston (W. J.)**.

Sources de la nouvelle loi

Report du Wrenbury Committee, Londres, 1918-1919.

Report du Company Law Amendment Committee (1925-26), Londres, 1926.

Projet de loi présenté au Parlement (The Bill).

Official Report of Proceedings in Standing Committees (Companies Bill. Standing Committee B) publié en vingt fascicules (du 6 mars au 7 juin 1928).

Official Report of Parliamentary Debates. House of Commons, 25 et 26 juin 1928.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
PREMIÈRE PARTIE	
Constitution des companies	
INTRODUCTION.	7
CHAPITRE PREMIER. — <i>Formalités constitutives</i>	31
§ 1. — Conditions et formalités de constitution.	31
§ 2. — Raison sociale de la société.	34
§ 3. — Modifications apportées par une <i>company</i> à son objet.	36
CHAPITRE II. — <i>La publicité</i>	38
§ 1. — Le prospectus.	38
§ 2. — Les offres publiques.	43
§ 3. — Le démarchage à domicile.	45
CHAPITRE III. — <i>La souscription et la répartition du capital</i>	53
§ 1. — Le minimum de capital souscrit et la répartition.	53
§ 2. — Commissions et escomptes.	57

DEUXIÈME PARTIE

Fonctionnement et administration

CHAPITRE PREMIER. — <i>Règles relatives au capital action et aux obligations</i>	69
§ 1. — Emission d'actions privilégiées amortissables.	70

§ 2. — Interdiction aux sociétés de prêter une assistance financière pour l'achat de leurs propres actions.	72
§ 3. — Modifications apportées au capital. . . .	74
§ 4. — Modification des droits attachés à une catégorie d'actions.	77
§ 5. — De la faculté de rétablir des obligations amorties.	80
 CHAPITRE II. — <i>Administrateurs et Assemblées générales.</i>	83
§ 1. — Nouvelles dispositions concernant les administrateurs.	83
a) Registre des administrateurs et directeurs. .	86
b) Publicité des prêts faits par les sociétés à leurs administrateurs, de leur rétribution, ou des indemnités pour cessation de fonctions. . . .	87
c) Déclaration par les administrateurs de leur intérêt personnel dans les contrats de la société.	90
d) Nullité des clauses exonérant les administrateurs de leur responsabilité.	91
e) Interdiction aux administrateurs de désigner leur successeur.	93
f) Interdiction aux faillis non déchargés de devenir administrateurs.	94
§ 2. — Assemblées générales.	95
a) Résolutions extraordinaires et spéciales. . .	96
b) Enregistrement des résolutions.	98
 CHAPITRE II. — <i>Publicité des opérations sociales.</i>	101
§ 1. — Tenue des registres et transferts.	101
§ 2. — Inscription des charges et hypothèques. .	104
§ 3. — Comptabilité et publication des comptes annuels.	107
§ 4. — Dépôts annuels chez le Registrar.	113
§ 5. — Inspection par le Board of Trade. . . .	114

TROISIÈME PARTIE

Liquidation des companies

CHAPITRE PREMIER. — <i>Divers modes de liquidation.</i> . . .	117
§ 1. — Liquidation volontaire.	118
a) Liquidation volontaire par les actionnaires. . .	121
b) Liquidation volontaire par les créanciers. . .	123
§ 2. — Liquidation sous le contrôle du tribunal. . .	126
§ 3. — Liquidation par le tribunal	126
CHAPITRE II. — <i>Dispositions diverses relatives à la liquidation et à la fusion.</i>	129
§ 1. — Des délits commis par les administrateurs, directeurs, employés ou associés d'une société avant ou pendant la liquidation.	129
§ 2. — Paiements par préférence.	135
§ 3. — Abandon par la société des biens grevés de charges onéreuses.	136
§ 4. — Du sort des biens appartenant à une société dissoute	137
§ 5. — Dispositions facilitant la transformation et la fusion des sociétés.	137
CONCLUSION.	141
Annexe.	145
Bibliographie.	149
Table des matières.	151

BAR-SUR-SEINE, ANC^e IMP. SAILLARD. — P. BROST, SUCC^e

